



*Bulletin trimestriel*

# *Conjoncture économique*

**N° 144 - Statistiques au 30/09/2010**



**Nouvelle-Calédonie**



L'Institut d'émission d'outre-mer est **la banque centrale** de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie et de Wallis et Futuna.

- Il assure **l'émission de la monnaie** ayant cours légal dans ces territoires : **le franc CFP** (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999 à 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10 000, 5 000, 1 000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.

- Il veille au bon fonctionnement du **système bancaire** en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).

- Il conduit une **politique monétaire** visant à favoriser le développement économique dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique par l'intermédiaire du **refinancement**, sous certaines conditions, des crédits en faveur des secteurs économiques prioritaires et des zones économiquement défavorisées et également par le biais de la modulation du régime des réserves obligatoires.

- Il joue un rôle d'**observatoire économique** permanent en réalisant des enquêtes d'opinions régulières et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant notamment une lettre mensuelle et deux bulletins trimestriels de **conjoncture**. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan **économique et financier** de chaque territoire et établit la **balance des paiements** de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française (article 56 du titre 5 de la loi pour le développement économique des outre-mer - LODEOM).

- Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : **cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques**, etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée **la convertibilité du F CFP en euro** et la liberté des transferts.

- Il s'assure, en liaison avec la Banque de France, de **la sécurité des moyens de paiement** et de la pertinence des normes applicables en la matière, en vertu de l'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne.

- De plus, l'IEOM assure, en Nouvelle-Calédonie, dans ses locaux, **le secrétariat de la Commission de surendettement** des particuliers depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007 (décret n°2007-43 du 10 janvier 2007). Dans ce cadre, il instruit les dossiers de surendettement soumis à la décision de la Commission.

- Le dispositif de **médiation du crédit** a été mis en place en Nouvelle-Calédonie en novembre 2008. Il est semblable à celui déployé en métropole, la fonction de médiateur étant occupée par le directeur de l'agence. Le dépôt d'un dossier se fait au travers de la plate-forme internet élaborée pour la circonstance : <http://www.mediateurducredit.fr>

## Synthèse

4

### 1- La conjoncture internationale et métropolitaine

4

### 2- La conjoncture régionale

4

### 3- La conjoncture économique de la Nouvelle-Calédonie

5

3-1 Introduction : Morosité des chefs d'entreprises malgré des indicateurs plutôt satisfaisants 5

3-2 Une hausse des prix stable à haut niveau 5

3-3 La hausse des demandeurs d'emploi se poursuit en dépit du dynamisme des offres 6

3-4 Dynamisme de la consommation des ménages 6

3-5 Bonne orientation de l'investissement 6

3-6 Un déficit commercial record de 120 milliards de F CFP à fin septembre 7

3-7 Une activité tirée par le nickel 7

## Annexes statistiques

10

## Note méthodologique

31

## 1- La conjoncture internationale et métropolitaine

### Une reprise de l'économie mondiale encore hésitante

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2010, la poursuite du mouvement de reprise a été globalement timide et les écarts ont continué à se creuser entre pays émergents et pays avancés. La stabilité financière a été menacée par la crise des dettes souveraines. La consommation et l'investissement, moteurs traditionnels de la croissance, doivent maintenant prendre le relais des politiques de relance budgétaire.

Au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2010, le PIB des **États-Unis** a progressé de 2,0 % en rythme annualisé<sup>1</sup> après +2,4 %<sup>2</sup> au 2<sup>e</sup> trimestre 2010. Ce trimestre a été marqué par une décélération de la demande intérieure et par une atténuation du déficit commercial imputable à une moindre hausse des importations. Pour la première fois depuis avril dernier, le taux de chômage a très légèrement augmenté pour atteindre 9,6 % de la population active en octobre. Le taux d'inflation continue de diminuer et s'établit à 1,1% en septembre sur un an. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Dans les **pays émergents**, l'activité économique est restée soutenue, même si la croissance s'est quelque peu essoufflée. Les principaux pays émergents d'Asie ont enregistré des taux de croissance de leurs exportations légèrement plus faibles qu'au deuxième trimestre. Les effets des plans de relance se font sentir notamment en Amérique latine, où le Brésil et l'Argentine ont affiché des taux de croissance de leur PIB de respectivement 8,7 % et 9,2 % en rythme annuel au deuxième trimestre 2010<sup>3</sup>.

La croissance du PIB de la **zone euro** a ralenti (+0,4 % au 3<sup>e</sup> trimestre contre +1 % au second trimestre 2010), malgré la croissance de l'Allemagne (+ 0,7 % sur le trimestre). La hausse des prix à la consommation dans la zone euro s'est établie à 1,8% en septembre 2010, du fait essentiellement de la composante énergie. Le taux de chômage dans la zone a atteint 10,1 % en septembre 2010. La BCE a maintenu inchangé son taux d'intérêt des opérations principales de refinancement, à 1 %.

En **France** également, la croissance a ralenti : le PIB a progressé de 0,4 %, après +0,6 % au trimestre précédent. La demande des ménages a joué un rôle moteur : leur consommation et leur investissement ont progressé respectivement de 0,6 % et 1 % sur le trimestre (contre 0,3 % et 0,2 % au 2<sup>e</sup> trimestre). L'investissement des entreprises a décéléré (+0,5 % contre +1,2 % au trimestre précédent). Le solde commercial a continué de se détériorer, contribuant négativement à la croissance (-0,5 point). L'indice des prix à la consommation a progressé de 1,6 % sur un an en octobre, tiré essentiellement par les prix des produits pétroliers et, dans une moindre mesure, par la hausse saisonnière des prix des services. L'emploi salarié dans les services marchands a poursuivi sa hausse (+0,3 % après +0,2 %) mais le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 0,2 % sur le trimestre.

## 2- La conjoncture régionale

Au **Japon**, le PIB a augmenté de 0,9 % durant le 3<sup>e</sup> trimestre, après +0,1 % au 2<sup>e</sup> trimestre. La croissance a été tirée notamment par la consommation des ménages et l'investissement privé résidentiel, alors que la demande publique a marqué le pas et que les exportations ont augmenté moins vite que les importations.

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2010, le PIB de la **Chine** a progressé de 2,6 % en glissement trimestriel, les secteurs secondaire et tertiaire enregistrant des hausses respectives de 3,1 % et 2,4 %. En octobre, les exportations et les importations ont respectivement progressé de 4,9 % et de 5,7 % et l'indice des prix à la consommation a crû de 1,1 % sur un an, du fait principalement de la forte hausse des prix de l'alimentaire (+2,4 %). En conséquence, la banque centrale chinoise a relevé, le 19 octobre, d'un quart de point ses taux de prêt à un an et de dépôt.

La banque centrale **australienne** a décidé, le 2 novembre, de relever d'un quart de point son taux directeur, à 4,75 %, afin de contenir les risques d'inflation dans un contexte où la croissance s'est accélérée au trimestre précédent (+1,2 %), du fait du dynamisme des exportations. Au 2<sup>e</sup> trimestre, le déficit de la balance des transactions courantes s'est réduit, atteignant 5,6 milliards de dollars australiens contre 16,5 milliards au 1<sup>er</sup> trimestre. L'indice des prix à la consommation a crû de 0,7 % sur le 3<sup>e</sup> trimestre et de 2,8 % sur un an.

Le PIB **néo-zélandais** a progressé moins rapidement au 2<sup>e</sup> trimestre (+0,2 % après +0,5 %), en liaison avec le ralentissement de l'activité de l'industrie manufacturière (-4 %) et du secteur agricole (-2 %). Pour la première fois depuis le dernier trimestre 2009, les exportations de biens ont reculé de 2,5 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre tandis que les importations reculaient de 3 %, permettant à la balance commerciale des biens de rester excédentaire. Le taux de chômage s'est établi au 3<sup>e</sup> trimestre 2010 à 6,4 %, soit une baisse trimestrielle de 0,5 point. La banque centrale néo-zélandaise a maintenu, le 28 octobre, son taux directeur à 3,0 %.

<sup>1</sup> Soit +0,5% par rapport au trimestre précédent.

<sup>2</sup> Soit +0,6% par rapport au trimestre précédent.

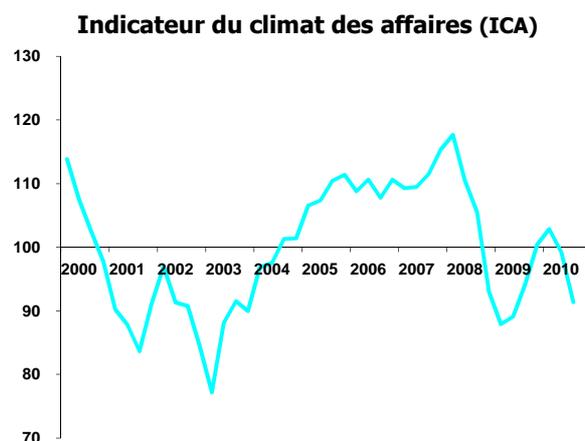
<sup>3</sup> Soit respectivement 2,1 % et 2,2 % en rythme trimestriel.

### 3- La conjoncture économique de la Nouvelle-Calédonie

#### 3.1. – Introduction : Morosité des chefs d'entreprises malgré des indicateurs plutôt satisfaisants

L'Indicateur du climat des affaires (ICA, hors nickel) en Nouvelle-Calédonie, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, s'est de nouveau détérioré en septembre. Ce second repli, après celui du deuxième trimestre, est cependant plus marqué (-7,8 points contre -3,6 points). L'ICA se situe dorénavant en dessous de sa moyenne de longue période, à 91,4 points, et revient sur les niveaux du début d'année 2009.

Cette baisse est surtout le fait de prévisions très pessimistes de la part des entrepreneurs pour le trimestre à venir liées à des incertitudes de court-moyen terme concernant la situation des finances publiques locales, la fin des grands chantiers en cours, la réduction du périmètre de la défiscalisation et l'avenir politique et institutionnel du territoire.



Source : IEOM, Enquête de conjoncture

Cette perte de confiance se traduit également par des prévisions d'investissements très prudentes. Ainsi, alors qu'un regain d'optimisme, certes teinté de prudence, avait pu être relevé sur le premier semestre de l'année, au troisième trimestre les perspectives d'investissements pour les 12 prochains mois s'avèrent nettement plus modérées. Cet indicateur se situe, depuis deux ans maintenant, en dessous de sa moyenne de longue période.

Sur fond d'inquiétude des entrepreneurs, l'économie du territoire a continué, néanmoins, de globalement bien se comporter, grâce notamment au chantier de l'usine du Nord. La consommation des ménages reste bien orientée, la croissance de l'emploi salarié est moins dynamique que pendant les années 2005-2008 mais dépasse les 2 % et les recettes fiscales progressent (+11 % sur le champ « recettes douanières + TSS »). Cependant, il convient de noter l'essoufflement des créations d'entreprises et la poursuite de la hausse du nombre des demandeurs d'emploi que le dynamisme de l'offre n'arrive toujours pas à enrayer.

Les tendances sectorielles sont restées sensiblement les mêmes qu'au trimestre précédent avec une conjoncture très favorable pour le secteur nickel tandis que les secteurs de l'aquaculture et du tourisme restent baissiers, bien qu'un léger redressement de la fréquentation touristique se dessine.

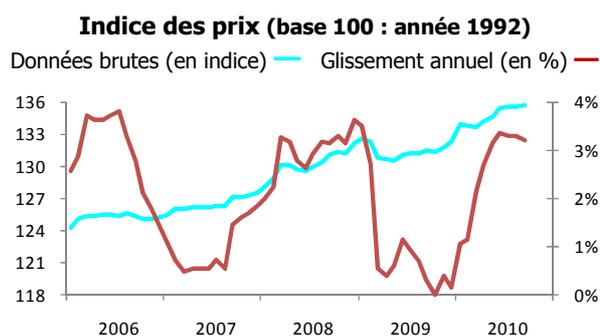
#### 3.2. – Une hausse des prix stable à haut niveau

Après une période d'accélération au trimestre précédent, l'inflation a nettement ralenti, passant d'un rythme de progression trimestrielle de +1,3 % en juin dernier à +0,1 % en octobre. Ce mouvement s'explique principalement par la modération des prix des carburants et lubrifiants et de ceux de l'alimentation qui passent respectivement de +5,2 % à -1,8 % et de +1,5 % à +0,1 % sur la même période.

La hausse reste en revanche élevée en glissement annuel, à 3,4 % au mois d'octobre, les prix des biens et services de consommation « pré-engagée ou contrainte » (« produits alimentaires, boissons et tabacs », « logement, eau et éclairage », « services médicaux et dépenses de santé » et « transport et communications ») ayant continué de progresser à des rythmes soutenus.

L'indice sous-jacent, qui mesure l'évolution des prix hors produits à variation fortement conjoncturelle (carburants, fruits et légumes, électricité), a continué de s'apprécier, son rythme de progression annuelle passant de 2,2 % à fin juillet à 2,7 % à fin octobre (1,1 % en décembre 2009).

S'agissant des prix à la construction, l'index BT 21 a continué sur sa tendance haussière au cours du 3<sup>e</sup> trimestre, passant de -6,3 % en janvier 2010 à +2,4 % en octobre en glissement annuel. Par effet induit, l'Indice de révision des loyers (IRL), qui était baissier, s'est stabilisé sur un an au mois d'octobre.



Source : ISEE

### 3.3. – La hausse des demandeurs d'emploi se poursuit en dépit du dynamisme des offres

Selon les premiers chiffres pour le 3<sup>e</sup> trimestre, fournis par la CAFAT, la création d'emploi salarié s'est poursuivie au même rythme qu'au trimestre précédent (+2,1 %), soit 1 471 salariés de plus qu'au 3<sup>e</sup> trimestre 2009.

En parallèle, le nombre de demandeurs d'emploi a néanmoins continué de croître sur un an, s'établissant à 6 980 demandeurs à la fin du mois de septembre. En baisse de 8 % par rapport 2<sup>e</sup> trimestre 2010, cette orientation récente reste à confirmer au prochain trimestre du fait de la

saisonnalité de cet indicateur. Ainsi, sa moyenne depuis le début de l'année est supérieure de 7,4 % à celle de la même période de l'année dernière. Cette évolution est liée, pour partie, à la construction de l'usine du Nord, incitant des personnes jusqu'ici plus ou moins éloignées du marché du travail à s'inscrire auprès des services Emploi Formation provinciaux. Dans le même temps, les nouvelles offres d'emploi ont progressé de plus de 20 % par rapport au trimestre précédent et de 7 % par rapport au même trimestre de 2009. En cumul depuis le début de l'année, elles sont certes moins nombreuses qu'en 2009 (-3 %) mais sont à un niveau historiquement élevé.

### 3.4. – Dynamisme de la consommation des ménages

La consommation des ménages a continué d'être bien orientée au 3<sup>e</sup> trimestre. Les importations de biens de consommation ont progressé de 7 % par rapport au trimestre précédent, celles d'articles d'ameublement et d'alimentation augmentant respectivement de 12 % et 13 %. Seules les importations de biens d'habillement marquent le pas, en recul de 27 % (après +42 % au 2<sup>e</sup> trimestre).

Sur un an, les importations de biens de consommation des ménages restent dynamiques, leur valeur cumulée progressant de 12 % après 8 % au trimestre précédent.

Les encours de crédit à la consommation des ménages ont continué de croître (+1 %) sur le 3<sup>e</sup> trimestre 2010, tout comme les octrois de crédits nouveaux (+25 % par rapport au trimestre précédent et + 17 % par rapport au troisième trimestre 2009), en lien avec cette bonne orientation. Seuls les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont mal orientés : hausse des retraits de cartes bancaires, des incidents de paiement sur chèques et du nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (respectivement de +6 %, +5 %).

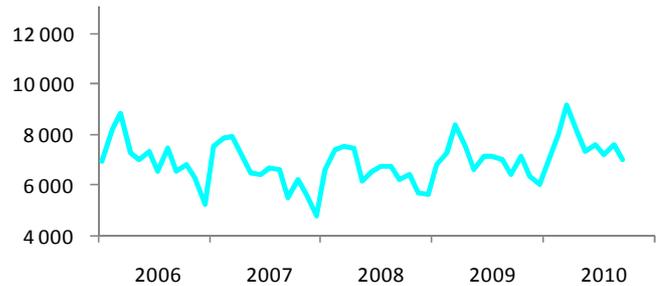
### 3.5. – Bonne orientation de l'investissement

#### ■ L'investissement immobilier des ménages

Le rythme de croissance des encours de crédits à l'habitat continue de progresser à un rythme soutenu sur un an (+11 %), même s'il ralentit légèrement par rapport au trimestre précédent (+1,5 % après +2,5 %).

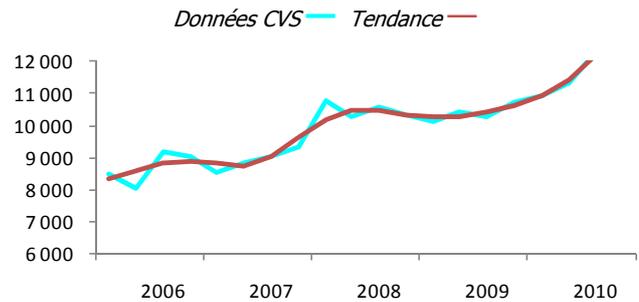
La production nouvelle de crédits à l'habitat a été particulièrement forte ce trimestre. Avec 12,3 milliards de crédits décaissés, la hausse est de 13 % par rapport au trimestre précédent et de 15 % sur un an. Ce niveau atteint celui du troisième trimestre 2008, année record en termes de production de crédits à l'habitat.

#### Demandes d'emploi enregistrées en fin de mois



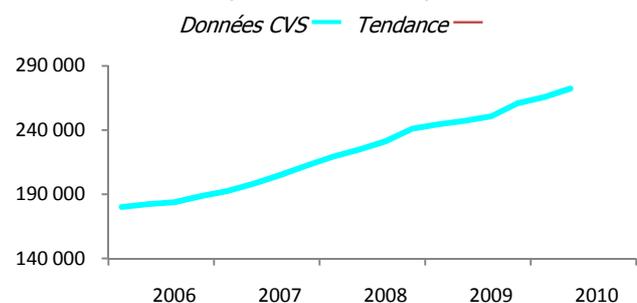
Source : IDCNC

#### Importations de biens de consommation courante (en millions de F CFP)



Sources : Service des douanes, ISEE

#### Encours bancaires des crédits à l'habitat (Ménages) (en millions de F CFP)



Source : IEOM

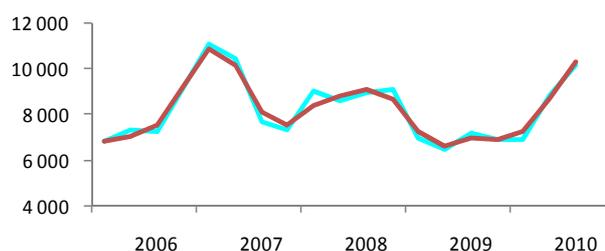
## ■ L'investissement des entreprises

Les indicateurs d'investissement des entreprises sont également plutôt bien orientés mais l'impact de l'usine du Nord sur les données, s'il est difficilement mesurable, pèse sans doute lourdement dans les résultats globaux. Il faut donc rester prudent dans l'analyse des évolutions. Ainsi, les importations de biens d'équipement et de véhicules utilitaires ont progressé respectivement de 16 % et 51 % par rapport au trimestre précédent, tandis que les immatriculations reculaient légèrement (-1,5 %). Les importations de biens équipement au 3<sup>e</sup> trimestre s'élèvent à 10 milliards de F CFP, ce qui représente le meilleur trimestre depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2007.

### Importations de biens d'équipement

(en millions de F CFP)

Données CVS — Tendances



Source : ISEE

Les crédits d'investissement des entreprises sont repartis à la hausse par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre (+1 % après -1 %), leur croissance s'accroissant sur un an, passant de 5 % à 7 %.

Les créations d'entreprises ont reculé par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre (-7 %) mais restent dynamiques en cumul depuis le début de l'année (+13 %). Parallèlement, les cessations d'activité reculent significativement par rapport au trimestre précédent (-11 %) et en cumul depuis le début de l'année (-5 %). Ainsi, le solde net des entreprises créées depuis le début de l'année s'élève à 2 171 entreprises, en hausse de 34 % sur un an.

### 3.6. – Un déficit commercial record de 120 milliards de F CFP à fin septembre

Au 3<sup>e</sup> trimestre, les exportations ont baissé de 5 % en valeur par rapport au trimestre précédent, du fait du léger recul des cours du nickel (-6 %). Les importations ont progressé de 34 % en valeur, en raison de la livraison des premiers modules de l'usine du Nord et de la hausse des produits pétroliers. Pour le seul 3<sup>e</sup> trimestre, le déficit commercial atteint près de 60 milliards de F CFP, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré. Depuis le début de l'année, ce déficit s'élève à 120 milliards de F CFP.

En raison du cours élevé du nickel, le taux de couverture des importations par les exportations s'établit à 42,9 % à la fin du 3<sup>e</sup> trimestre et enregistre tout de même une hausse de 5,7 points sur un an.

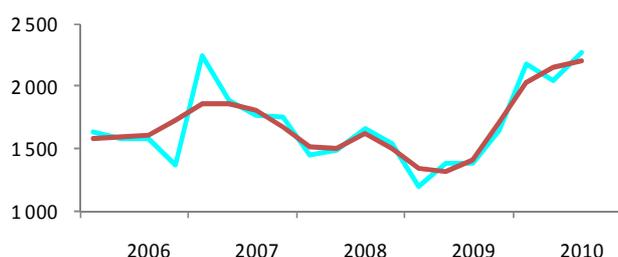
### 3.7. – Une activité tirée par le nickel

#### ■ Un cours du nickel toujours élevé et une production en hausse

##### Production de produits miniers

(en milliers de tonnes)

Données CVS — Tendances

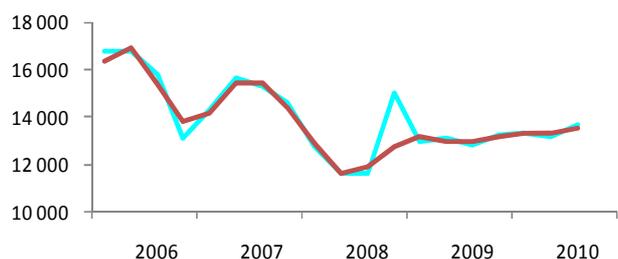


Source : Service des Mines

##### Production de produits métallurgiques

(en tonnes)

Données CVS — Tendances



Source : Service des Mines

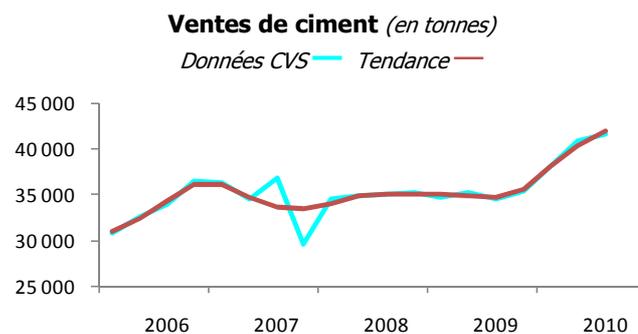
La production de minerai a crû de 24 % par rapport au trimestre précédent et de 62 % sur un an. Cette forte progression s'explique par la montée en puissance des livraisons à l'usine POSCO de Gwangyang en Corée du Sud, mais aussi par la reprise progressive des activités de l'usine hydro-métallurgique de Yabulu en Australie, principal destinataire du minerai des petits mineurs calédoniens. En conséquence, les exportations de minerai en volume ont bondi de 12 % par rapport au trimestre précédent et de 42 % sur un an.

En revanche, la production de métal est restée stable par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre tandis que leurs exportations diminuaient légèrement (-2 %).

Au 3<sup>e</sup> trimestre, le cours du nickel a marqué le pas par rapport au trimestre précédent. Il s'établit à 9,7 \$/lb en moyenne sur le 3<sup>e</sup> trimestre, en recul de 6 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre du fait de la baisse de la demande d'acier inoxydable, principal débouché du nickel, et des incertitudes liées à la vigueur de la reprise économique mondiale.

### ■ Le BTP toujours tiré par les différents grands chantiers en cours

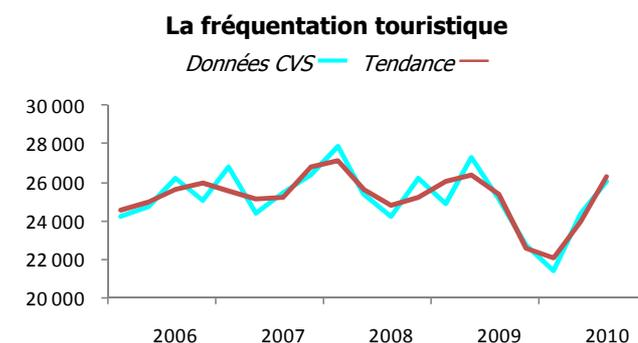
Les ventes de ciment sont restées stables au 3<sup>e</sup> trimestre (+1,9 % par rapport au trimestre précédent) et continuent de progresser à un rythme soutenu sur un an, sous l'effet de la construction de l'usine du Nord. Ainsi, les ventes de ciment qui lui sont destinées ont été multipliées par 5 en un an, sa part dans la consommation totale du territoire s'élevant à 8 % pour le mois de septembre. La consommation de ciment hors construction de l'usine de nickel s'est redressée, passant de -4 % en mai à +2 % en septembre.



Source : Holcim (Nouvelle-Calédonie)

### ■ Légère amélioration de la situation du tourisme au 3<sup>e</sup> trimestre

Le nombre de touristes ayant visité le territoire au 3<sup>e</sup> trimestre a progressé de 31 % par rapport au trimestre précédent. Cette hausse saisonnière est principalement due à celle des touristes métropolitains (+50 %) et japonais (+82 %). Sur un an, la fréquentation touristique a continué néanmoins de baisser (-7 %). Le déficit de fréquentation cumulé par rapport à 2009 s'est réduit, passant de -6 714 touristes en juillet à -4 822 en septembre. Le nombre de touristes en année pleine pourrait se situer entre 95 000 et 99 000, soit un niveau au mieux équivalent à celui de 2009 (année la plus mauvaise de la décennie pour le tourisme calédonien).



Source : ISEE

Le taux d'occupation des hôtels s'est détérioré par rapport au trimestre précédent (-3,3 points) tandis que le nombre de nuitées progressait de 3,4 %. En cumul depuis le début de l'année, le nombre de nuitées affiche un recul de 11,5 %, avec notamment une baisse de la clientèle locale qui semble privilégier les voyages en dehors du territoire.

Élément encourageant, le nombre de croisiéristes a poursuivi sur sa dynamique haussière, aussi bien en rythme trimestriel (+33 %) qu'annuel (+35 %).

### ■ L'aquaculture dans une situation préoccupante

La crise que traverse la filière crevette se poursuit. Selon toute probabilité, l'année 2010 sera la plus mauvaise année en termes de production et d'exportation depuis plus dix ans. À la fin du troisième trimestre, avec 1 milliard de F CFP de crevettes exportées, le niveau atteint la moitié des exportations, sur la même période, de 2005 (année record). Il faut remonter à 1998 pour trouver une valeur des exportations plus faible.

874 tonnes de thons ont été exportées depuis le début de l'année, soit 12 % de plus que sur la même période l'année dernière, tandis que leur valeur diminue légèrement de 3 %. Les exportations du 3<sup>e</sup> trimestre sont en nette progression aussi bien en volume (+66 %) qu'en valeur (+70 %).

Les abattages de viandes bovines et porcines cumulés depuis le début de l'année ont progressé à un rythme soutenu, respectivement de 13 % et 16 %. Avec 1 986 tonnes de viandes bovines abattues au terme de 3<sup>e</sup> trimestre, il s'agit de la meilleure performance enregistrée à ce niveau de l'année depuis 2005. Parallèlement, 1 073 tonnes de porcs ont été abattus, représentant le record absolu pour cette période depuis la création de la filière.

Les annexes statistiques et la note méthodologique correspondantes à ce bulletin trimestriel de conjoncture sont téléchargeables sur le site de l'IEOM à l'adresse suivante : <http://www.ieom.fr/ieom/publications-24/nouvelle-caledonie/publications/bulletins-trimestriels-de-conjoncture-economique/>

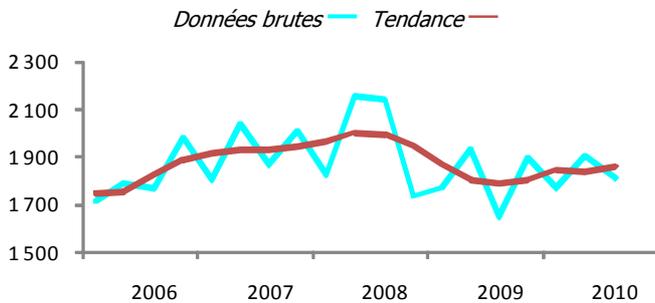


*Annexes  
Statistiques*

# -1 Les ménages

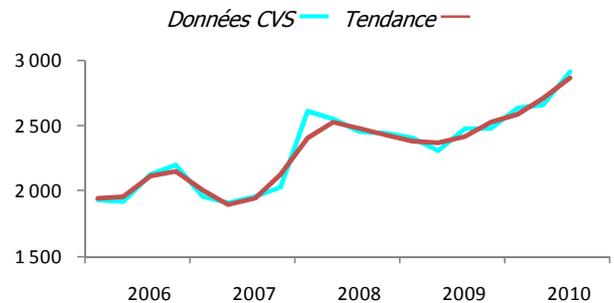
## 1-1 L'évolution de la consommation des ménages

### Immatriculations de voitures particulières (en nombre)



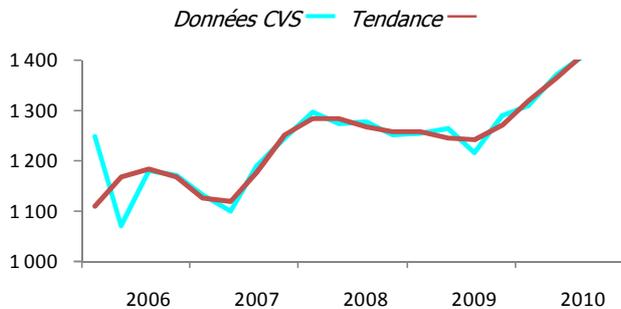
Source : Service des Mines

### Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de F CFP)



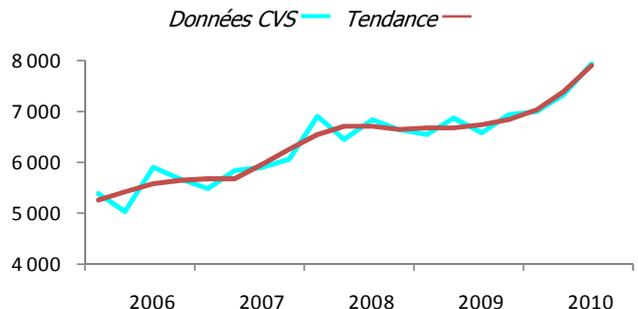
Sources : Service des Douanes, ISEE

### Import. d'art. d'habillement et chaussures (en millions de F CFP)



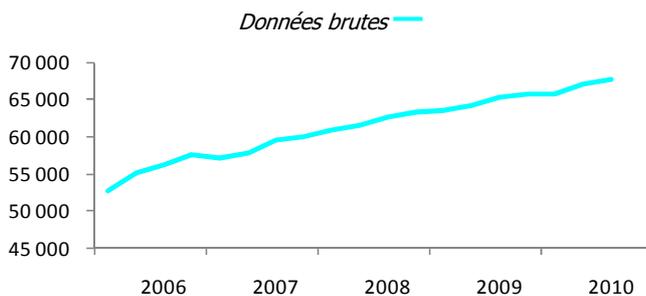
Sources : Service des Douanes, ISEE

### Import. de produits alimentaires, boissons et tabac (en millions de F CFP)



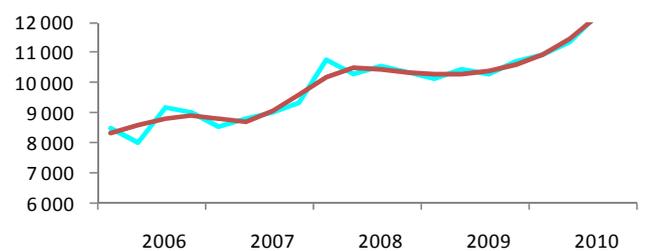
Sources : Service des Douanes, ISEE

### Encours crédits à la consommation des ménages (en millions de F CFP)



Source : IEOM

### Importations de biens de consommation courante (en millions de F CFP)



	2e trim. 2010	3e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 3e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
<b>CONSUMMATION DES MENAGES (en millions de F CFP)</b>						
Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison	2 586	2 889	+ 11,7%	6 889	7 875	+ 14,3%
Immatriculations de voitures particulières (en nombre)	1 901	1 809	- 4,8%	5 349	5 481	+ 2,5%
Importations de voitures de tourisme	4 378	4 444	+ 1,5%	11 336	12 615	+ 11,3%
Importations d'articles d'habillement et chaussures	1 694	1 240	- 26,8%	3 784	4 131	+ 9,2%
Importations de produits alimentaires, boissons et tabac	6 894	7 812	+ 13,3%	19 262	21 489	+ 11,6%
<b>CONDITIONS DE FINANCEMENT (en millions de F CFP)</b>						
Encours bancaires des crédits à la consommation des ménages	67 108	67 671	+ 0,8%	65 236	67 671	+ 3,7%

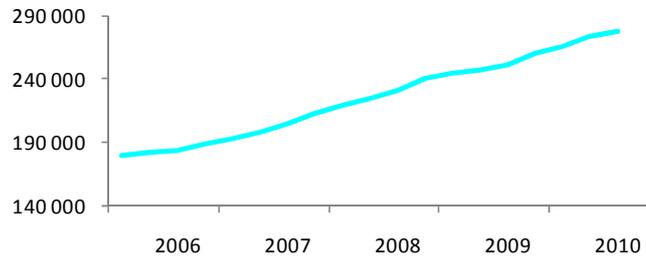
Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

## 1-2 L'investissement immobilier des ménages

### Encours bancaires des crédits à l'habitat (Ménages)

(en millions de F CFP)

Données brutes



Source : IEOM

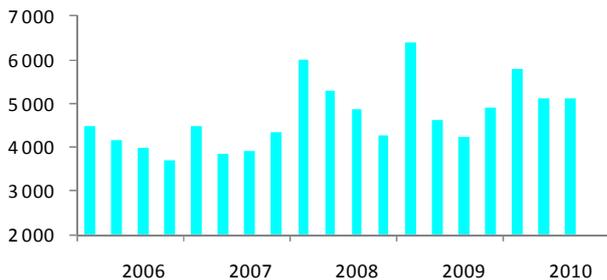
CONDITIONS DE FINANCEMENT	juin-2010	sept-2010	Variation	sept-2009	sept-2010	Variation
Encours des crédits à l'habitat des ménages (en millions de F CFP) (toutes zones d'émission confondues)	273 616	277 786	+ 1,5%	250 726	277 786	+ 10,8%

Sources : ISEE, IEOM

## 1-3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

### Incidents de paiement sur chèques

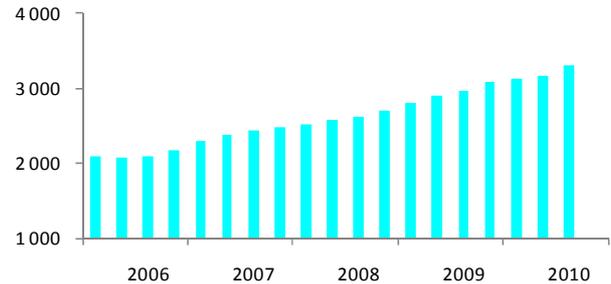
(en nombre)



Source : IEOM

### Décisions de retraits de cartes bancaires

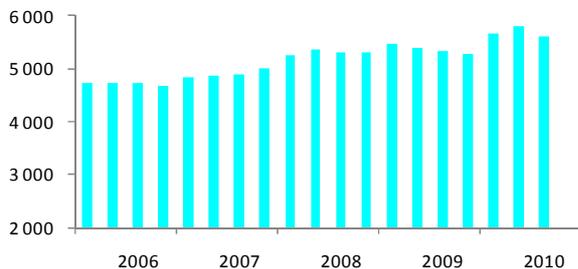
stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

### Personnes physiques interdites bancaires

stock en fin de trimestre (en nombre)



Source : IEOM

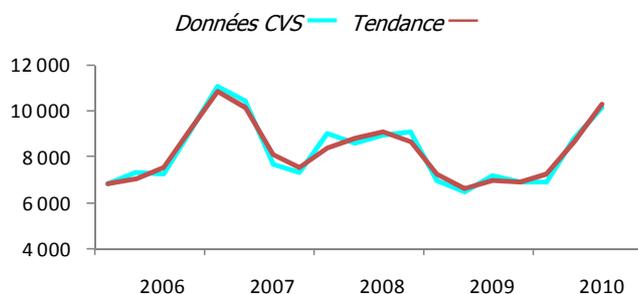
	2e trim. 2010	3e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 3e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
<b>INDICATEURS DE VULNERABILITE</b>						
Décisions de retrait de cartes bancaires (Cumul)	454	568	+ 25,1%	1 386	1 472	+ 6,2%
Incidents de paiement sur chèques (Cumul)	5 137	5 119	- 0,4%	15 265	16 047	+ 5,1%
	juin-2010	sept-2010	Variation	sept-2009	sept-2010	Variation
Personnes physiques en interdiction bancaire (Stock)	5 798	5 613	- 3,2%	5 336	5 613	+ 5,2%

Source : IEOM

## -2 Les entreprises par secteur

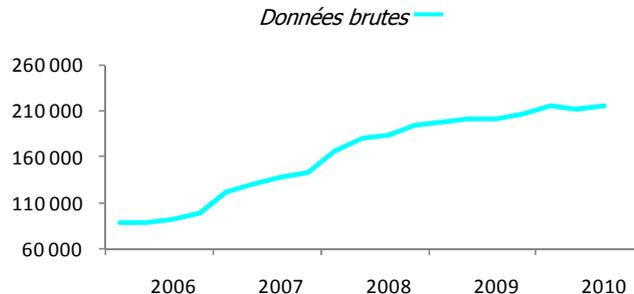
### 2.1 – L'investissement des entreprises

#### Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)



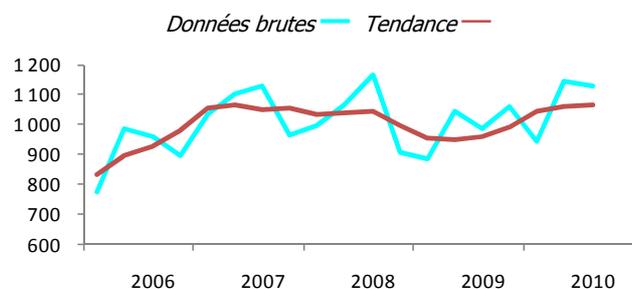
Sources : Service des douanes, ISEE

#### Encours bancaires des crédits d'investissement (toutes zones en millions de F CFP)



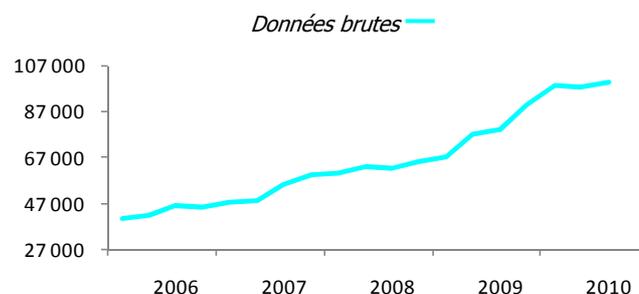
Source : IEOM

#### Immatriculations de véhicules utilitaires (en nombre)



Source : Service des Mines

#### Crédits à la construction des entreprises (en millions de F CFP)

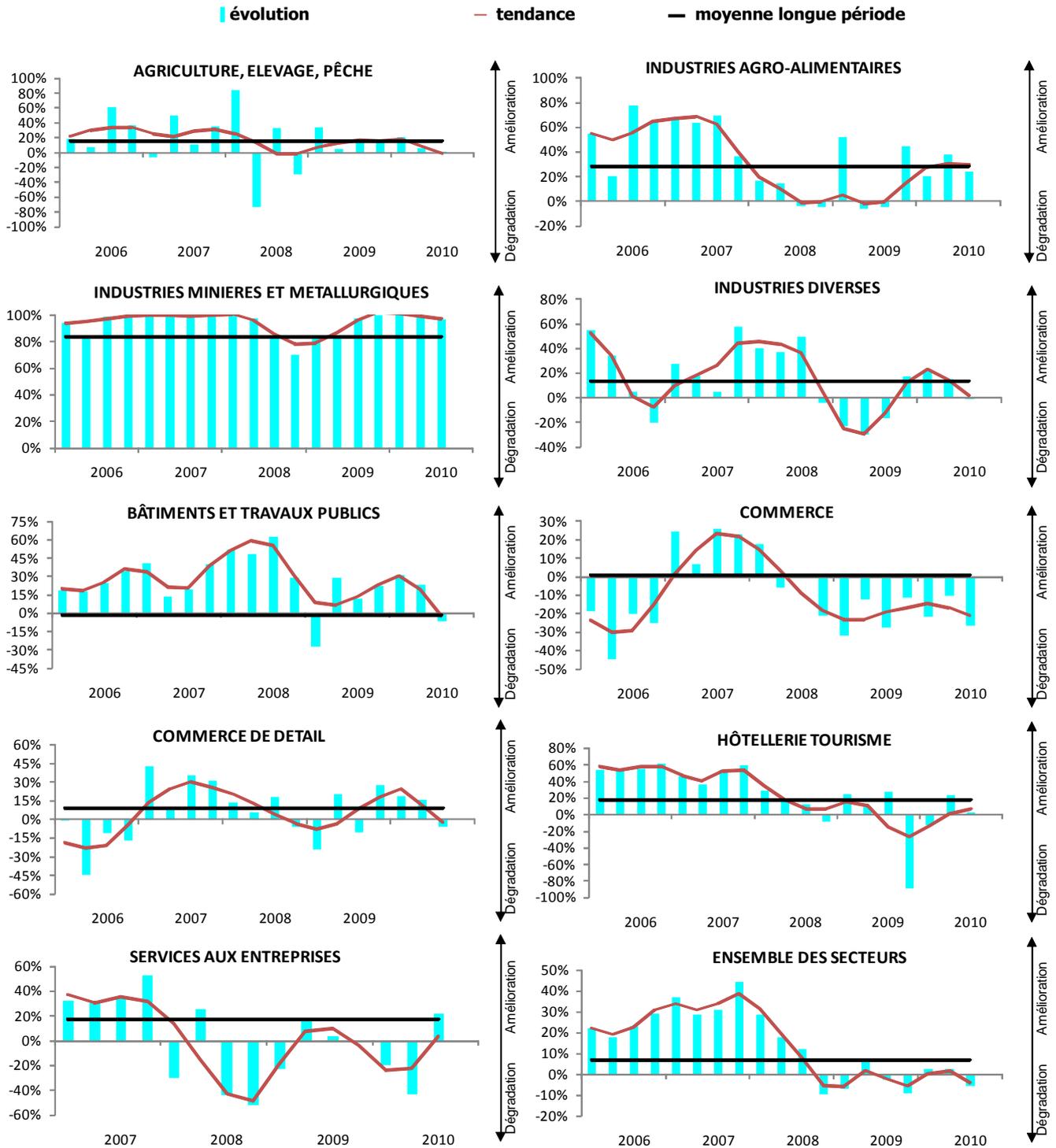


Source : IEOM

	2e trim. 2010	3e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 3e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
<b>INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES</b>						
Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)	8 672	10 069	+ 16,1%	20 808	26 004	+ 25,0%
Importations de voitures utilitaires (en millions de F CFP)	1 758	2 657	+ 51,1%	6 974	6 523	- 6,5%
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs (en nombre)	1 144	1 127	- 1,5%	2 914	3 215	+ 10,3%
<b>CONDITIONS DE FINANCEMENT</b>						
Encours des crédits d'investissement des entreprises (en millions de F CFP) (toutes zones d'émission confondues)	juin-2010	sept-2010	Variation	sept-2009	sept-2010	Variation
	211 990	214 814	+ 1,3%	201 075	214 814	+ 6,8%

Sources : Service des Douanes, Service des Mines, ISEE, IEOM

## 2.2 L'investissement des entreprises sur les douze prochains mois

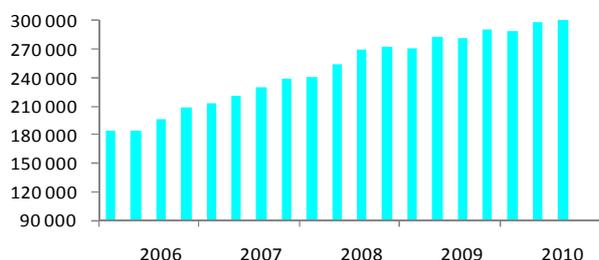


Source et réalisation : IEOM

## 2.3 - Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises

### Encours bancaire des crédits à l'ensemble des secteurs

(en millions de F CFP)  
Données brutes

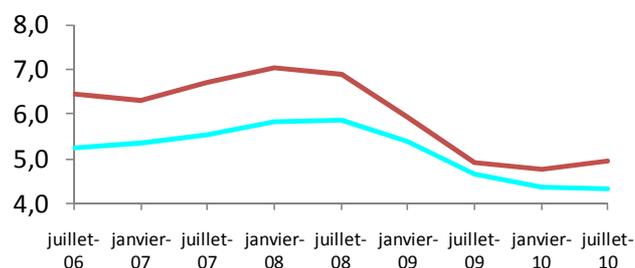


Source : IEOM

### Coût du crédit aux entreprises

(Taux moyen pondéré, en %)

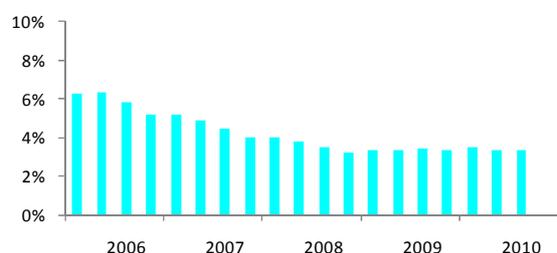
— Court terme — Moyen et long terme



Source : IEOM

### Ensemble des secteurs

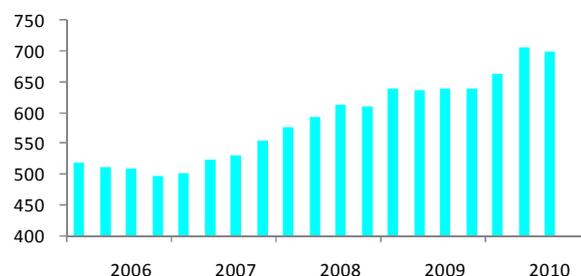
(Ratio créances douteuses brutes / total des crédits en %)



Source : IEOM

### Personnes morales interdites bancaires

(en nombre)

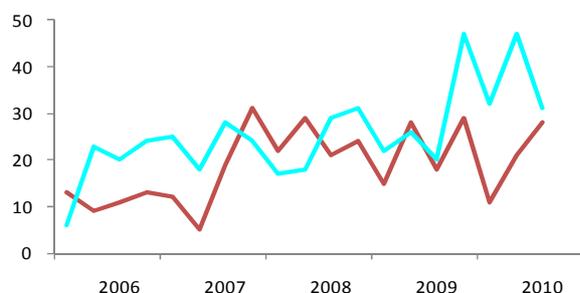


Source : IEOM

### Redressements et liquidations judiciaires

(en nombre)

— Liquidations judiciaires — Redressements judiciaires

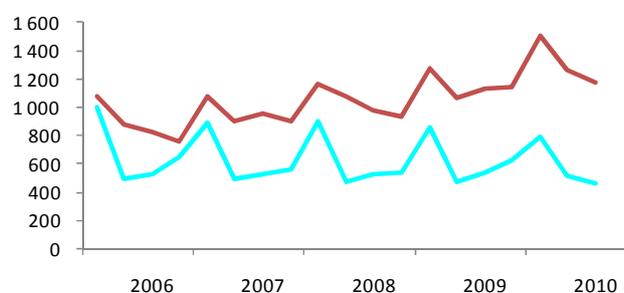


Source : Tribunal Mixte de Commerce

### Créations et cessations d'entreprises

(en nombre)

— Créations d'entreprises — Cessations d'entreprises



Source : ISEE

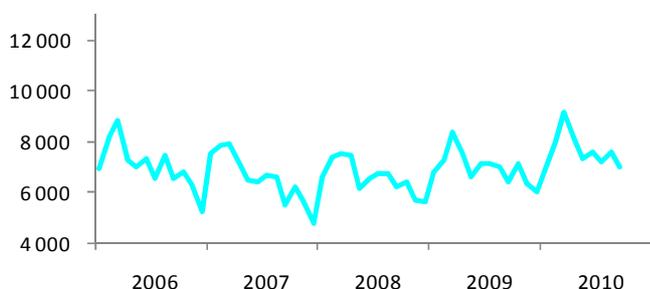
	2e trim. 2010	3e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 3e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
<b>INDICATEURS DE VULNERABILITE</b>						
Redressements judiciaires (en nombre)	21	28	+ 33,3%	61	60	- 1,6%
Liquidations judiciaires (en nombre)	47	31	- 34,0%	68	110	+ 61,8%
Créations d'entreprise (en nombre)	1 263	1 179	- 6,7%	3 490	3 947	+ 13,1%
Cessations d'entreprise (en nombre)	522	467	- 10,5%	1 867	1 776	- 4,9%
Source : Tribunal Mixte de Commerce						
<b>INDICATEURS DE VULNERABILITE</b>						
Ratio créances douteuses brutes/total des crédits (en %)	3,35%	3,39%	+ 0,1 pts	3,45%	3,39%	- 0,1 pts
Personnes morales en interdiction bancaire (en fin de trimestre)	707	699	- 1,1%	638	699	+ 9,6%
Source : IEOM						
<b>CONDITIONS DE FINANCEMENT</b>						
Encours des crédits tous secteurs confondus (en millions de F CFP)	299 105	303 275	+ 1,4%	282 291	303 275	+ 7,4%
Source : IEOM						

## -3 Indicateurs macro-économiques

### 3.1 - Les indicateurs macro-économiques

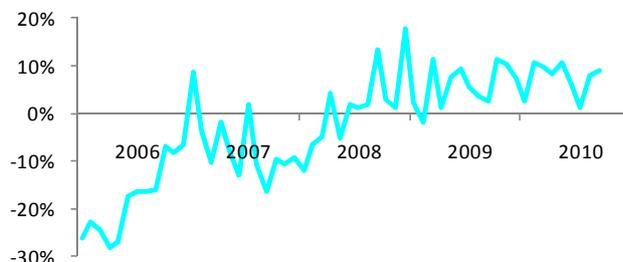
#### **Demandes d'emploi en fin de mois (stock)**

**Demandes enregistrées en fin de mois**  
Données brutes



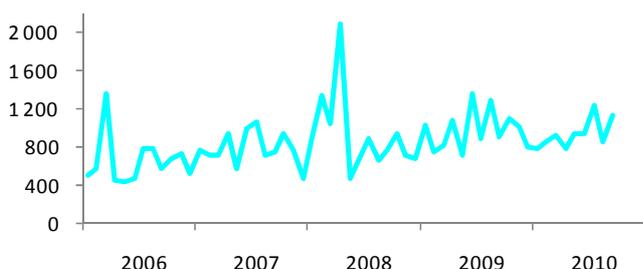
Source : IDCNC

**Variations demandes d'emploi mensuelles brutes**  
glissement annuel



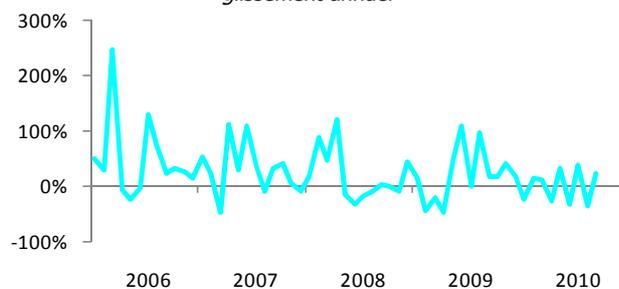
#### **Nouvelles offres d'emploi enregistrées (flux)**

**Nouvelles offres enregistrées**  
Données brutes



Source : IDCNC

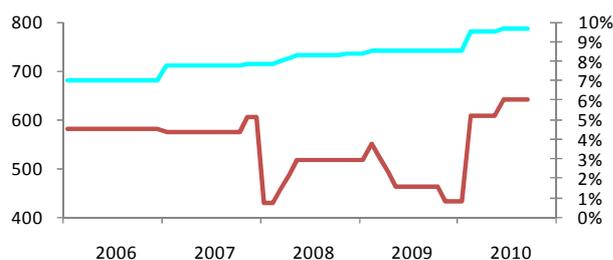
**Variations offres d'emploi mensuelles**  
glissement annuel



Source : IDCNC

#### **Salaire minimum garanti horaire (en F CFP)**

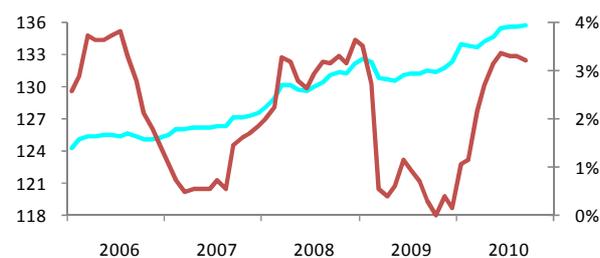
Données brutes — Glissement annuel (en %) —



Source : Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie

#### **Indice des prix à la consommation**

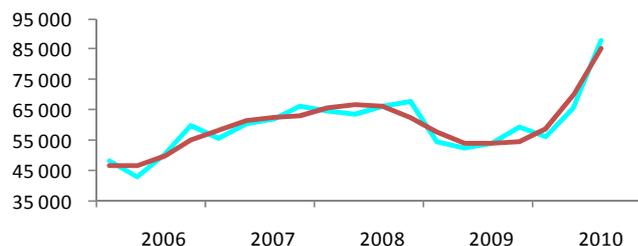
Données brutes (en indice) — Glissement annuel (en %) —



Source : ISEE

#### **Importations (en millions de F CFP)**

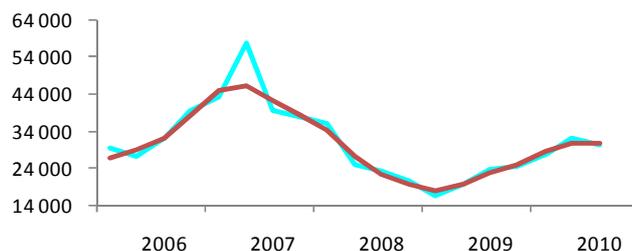
Données brutes — Tendence —



Sources : Service des Douanes-ISEE

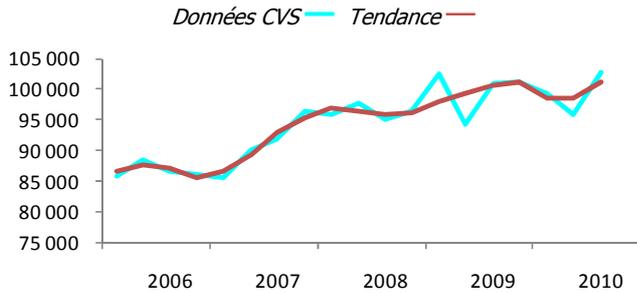
#### **Exportations (en millions de F CFP)**

Données brutes — Tendence —



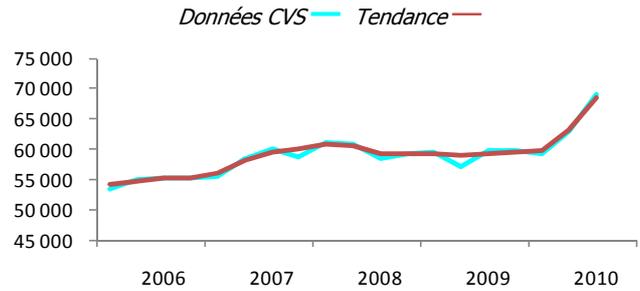
Sources : Service des Douanes-ISEE

### Ventes d'électricité basse tension (en milliers de kWh)



Sources : EEC - ENERCAL

### Ventes d'électricité moyenne tension (en milliers de kWh)



Sources : EEC - ENERCAL

	juillet-2010	oct-2010	Variation (2) -(1) / (1)	Variation annuelle
<b>PRIX (Source : ISEE)*</b>				
<b>Indice des prix à la consommation (base 100 : décembre 1992)</b>				
	135,50	135,70	+ 0,1%	+ 3,4%

\* Les indices sont arrondis. Leurs variations et rythmes annuels le sont également, mais sont toutefois calculés sur les valeurs exactes (avant arrondis)

	janv-07	nov-07	nov-08	févr-09	oct-2010
<b>LE SALAIRE MINIMUM GARANTI (Source : JONC)</b>					
<b>Salaire horaire minimum garanti (en F CFP)</b>	710,06	715,17	736,13	742,39	781,07

	2e trim. 2010	3e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 3e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
<b>L'EMPLOI (Source : IDCNC)</b>						
<b>Statistiques de stock (en fin de mois)</b>						
<i>Demandes d'emploi (dernier mois du trimestre)</i>	7 577	6 980	-7,9%	6 395	6 980	9,1%
<i>Demandes d'emploi (moyenne du trimestre)</i>	7 695	7 258	-5,7%	6 852	7 258	5,9%
<b>Statistiques de flux (au cours du mois)</b>						
<i>Offres d'emplois nouvelles enregistrées</i>	2 662	3 300	24,0%	8 824	8 519	-3,5%

### COMMERCE EXTERIEUR (Sources : Sce des Douanes - ISEE)

<b>Importations</b>						
<i>En valeur (en millions de F CFP)</i>	65 447	87 900	34,3%	160 993	209 361	30,0%
<i>En volume (en tonnes)</i>	540 300	607 400	12,4%	1 148 000	1 598 900	39,3%
<b>Exportations (p)</b>						
<i>En valeur (en millions de F CFP)</i>	31 848	30 208	-5,1%	59 858	89 847	50,1%
<i>En volume (en tonnes)</i>	1 162 154	1 281 081	10,2%	2 375 615	3 309 935	39,3%
<b>Taux de couverture des importations par les exportations en valeur</b>	<b>48,7%</b>	<b>34,4%</b>	<b>- 14,3 pts</b>	<b>37,2%</b>	<b>42,9%</b>	<b>+ 5,7 pts</b>

### ENERGIE (Sources : ENERCAL - EEC)

<b>Electricité produite (en millions de kWh)</b>						
<i>D'origine thermique</i>	515	523	1,5%	1 744	1 727	-1,0%
<i>D'origine hydraulique</i>	408	457	12,0%	1 263	1 494	18,3%
<i>D'origine éolienne</i>	98	58	-41,3%	456	200	-56,2%
	10	9	-5,7%	26	34	31,5%
<b>Electricité consommée (en millions de kWh)</b>						
<i>Distribution S.L.N.</i>	517	516	-0,2%	1 606	1 621	1,0%
<i>Distribution E.E.C.</i>	321	324	1,0%	1 006	974	-3,2%
<i>Distribution ENERCAL</i>	149	146	-1,5%	466	504	8,1%
	48	46	-4,5%	134	144	7,2%
<b>Ventes d'électricité (en millions de kWh)</b>						
<i>Basse tension</i>	161	156	-2,8%	477	490	2,7%
<i>Moyenne tension</i>	99	95	-4,9%	301	301	-0,1%
	62	62	0,6%	176	189	7,6%

(p) Données provisoires pour l'année 2007

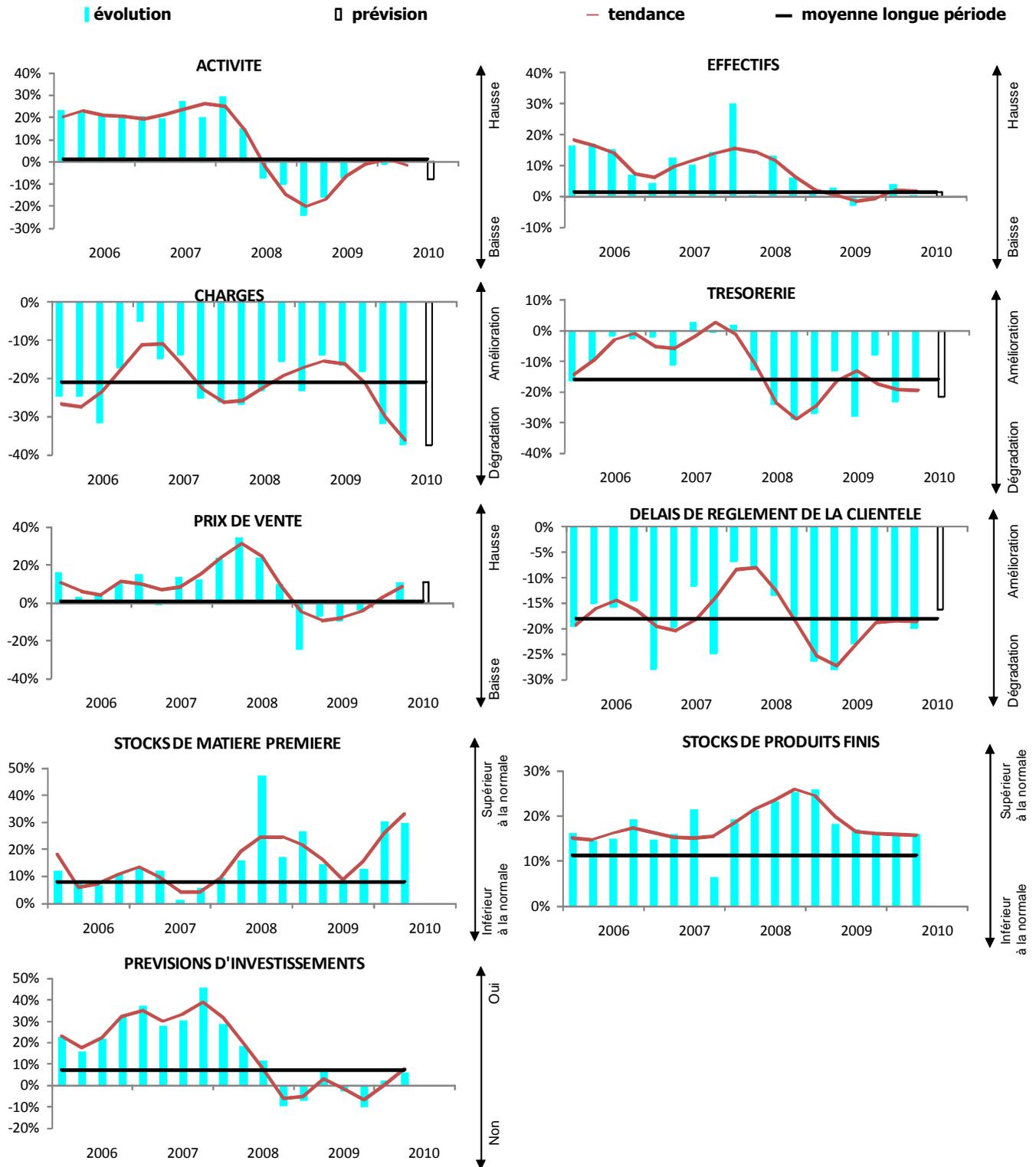
nd : non disponible

ns : non significatif

## - 4 Les secteurs d'activité

### 4.1 Vue d'ensemble

#### Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise au 30 septembre 2010 (hors mines et métallurgie)

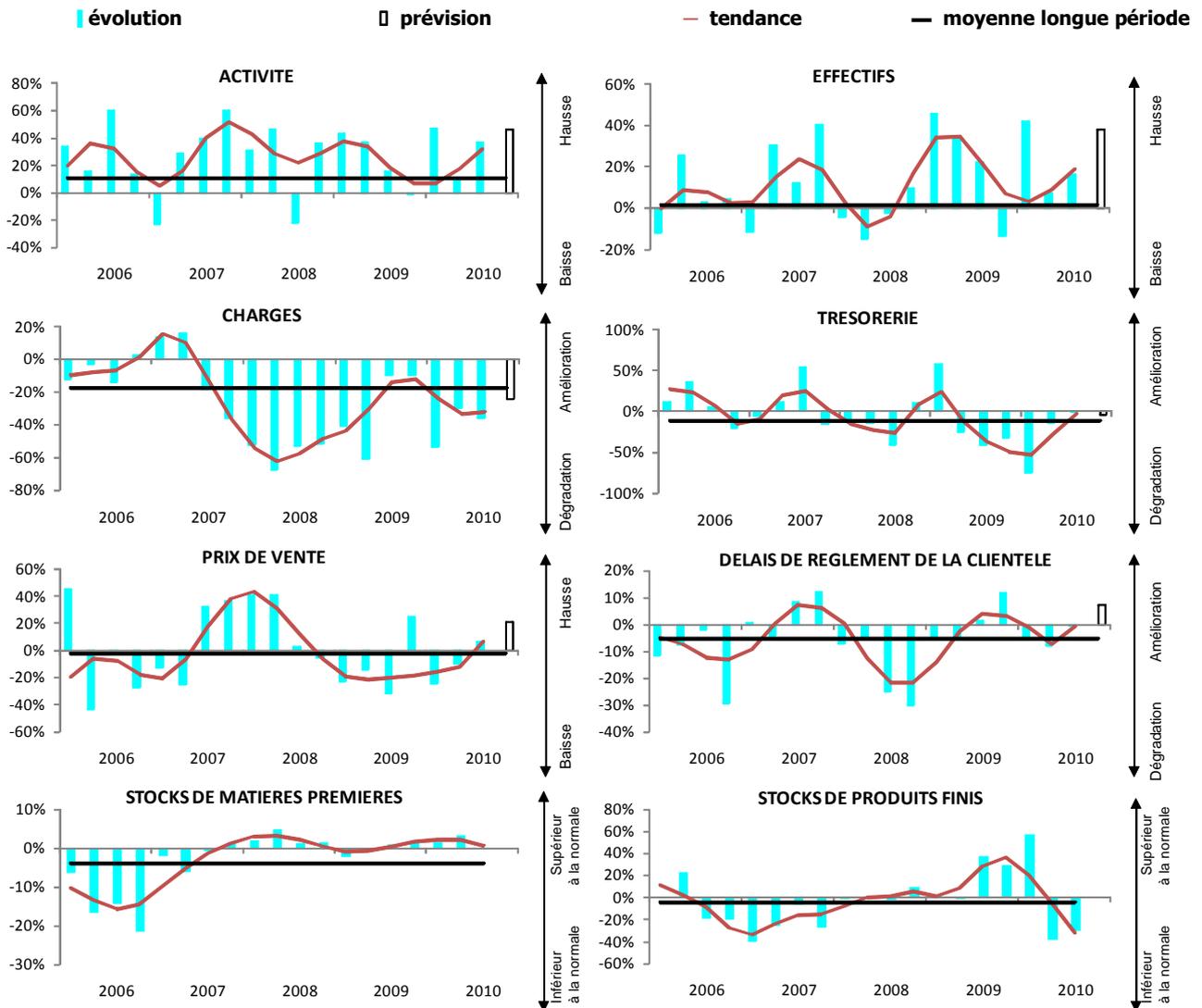


Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 199 entreprises pour 165 réponses.

## 4-2 Agriculture, élevage, pêche et aquaculture

### Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Agriculture, élevage, pêche et aquaculture » au 30 septembre 2010



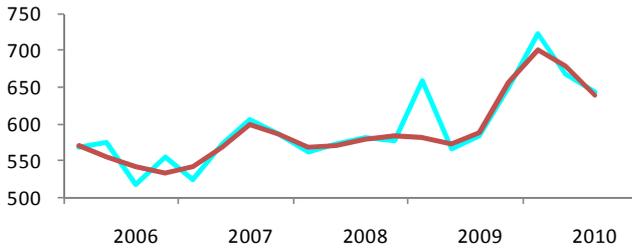
Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

	2e trim. 2010	3e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 3e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
<b>ELEVAGE (Sources : ISEE - OCEF)</b>						
<b>Abattages contrôlés (en tonnes)</b>						
Viande bovine	713	703	- 1,4%	1 762	1 986	+ 12,7%
Viande porcine	346	401	+ 15,9%	921	1 073	+ 16,4%
<b>Importations de viandes</b>						
<b>Viande bovine</b>						
. en tonnes	400	403	+ 0,8%	1 315	1 137	- 13,5%
. en millions de F CFP	225	270	+ 20,0%	627	757	+ 20,7%
<b>Viande porcine</b>						
. en tonnes	165	140	- 15,2%	284	444	+ 56,3%
. en millions de F CFP	53	39	- 26,4%	79	138	+ 74,7%
<b>AQUACULTURE (Source : ISEE)</b>						
Exportations de crevettes (en tonnes)	382	216	- 43,5%	1 043	737	- 29,3%
Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	541	275	- 49,2%	1 276	1 011	- 20,8%
<b>PECHE (Source : Service des Douanes-ISEE)</b>						
<b>Exportations de thons, crevettes et holothuries</b>						
. en tonnes	672	699	+ 4,0%	1 869	1 637	- 12,4%
. en millions de F CFP	684	546	- 20,2%	1 835	1 494	- 18,6%

Sources : ISEE, IEOM

**Abattages de viande bovine (en tonnes)**

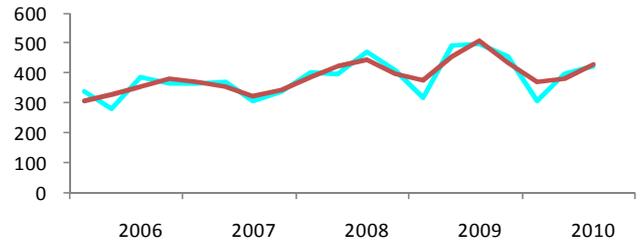
Données CVS — Tendance



Source : OCEF

**Importations de viande bovine (en tonnes)**

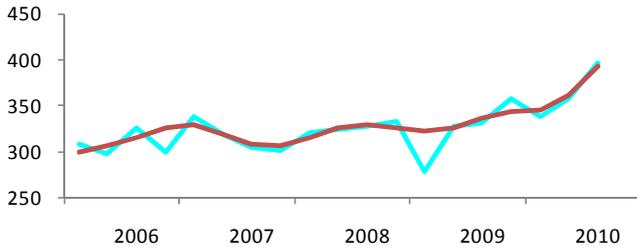
Données CVS — Tendance



Sources : Service des Douanes-ISEE

**Abattages de viande porcine (en tonnes)**

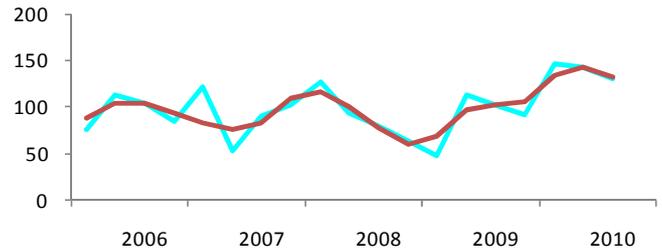
Données CVS — Tendance



Source : OCEF

**Importations de viande porcine (en tonnes)**

Données CVS — Tendance

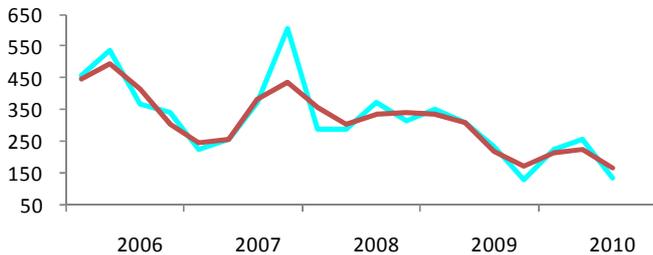


Sources : Service des Douanes-ISEE

**Exportations de crevettes**

(en tonnes)

Données CVS — Tendance

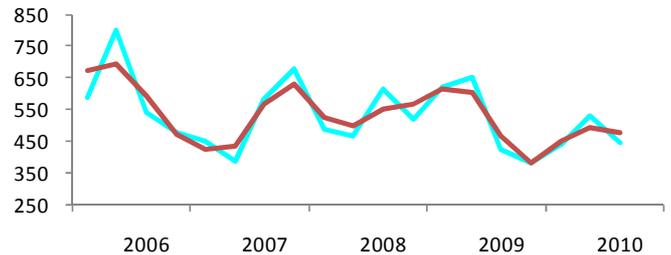


Source : ISEE

**Exportations de thons, crevettes et holothuries**

(en tonnes)

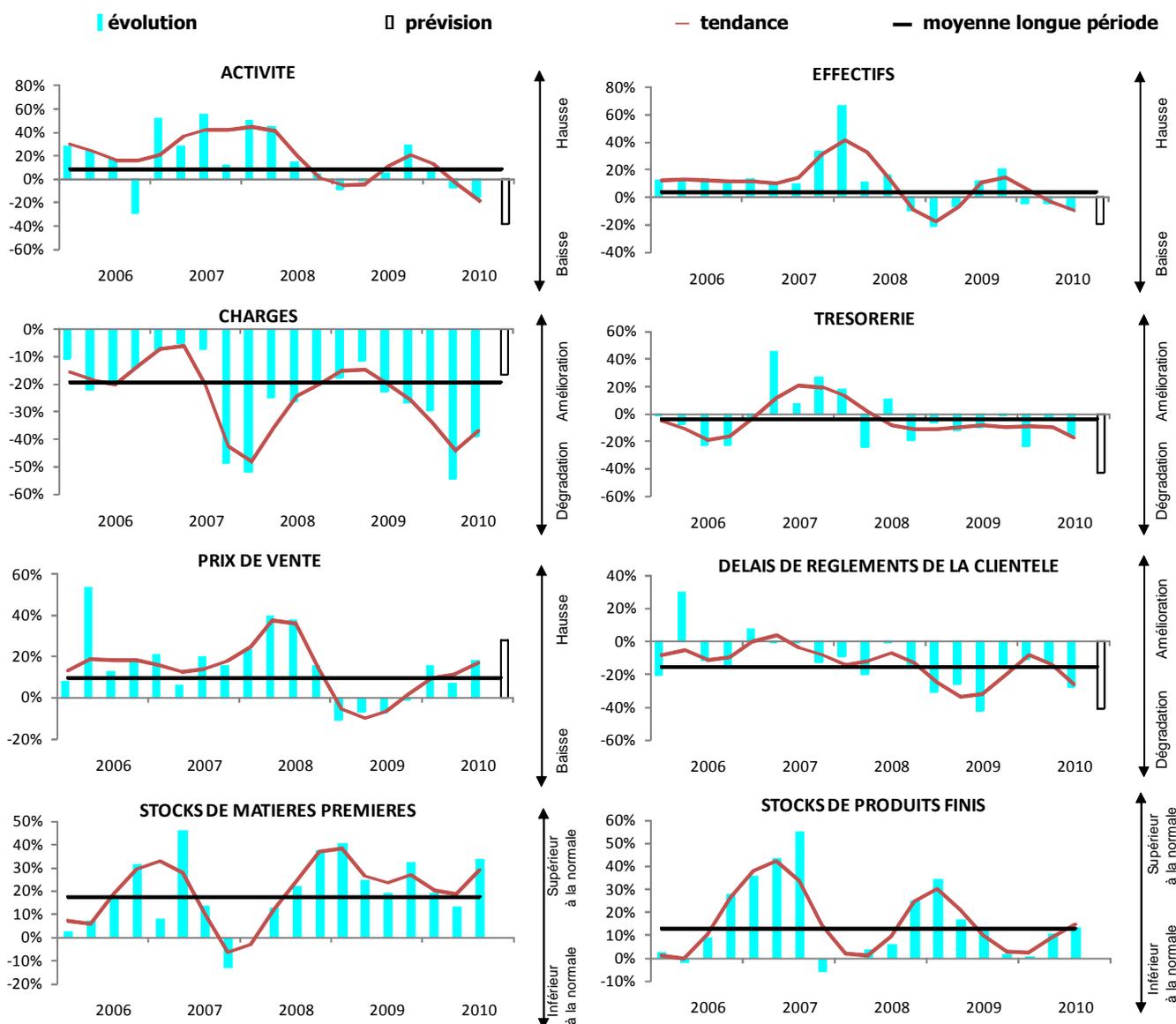
Données CVS — Tendance



Source : Service des Douanes-ISEE

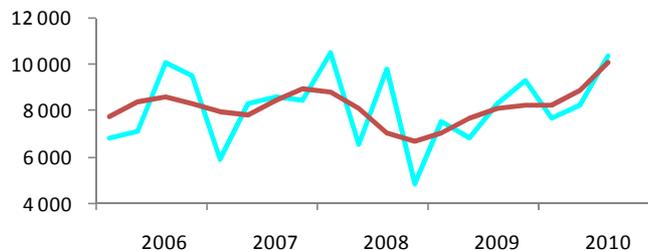
### 4-3 Industries

## Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des industries au 30 septembre 2010



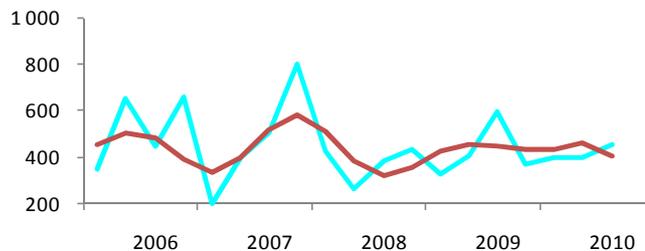
### Importations de céréales (en tonnes) (y compris pour l'alimentation animale)

Données Brutes — Tendence —



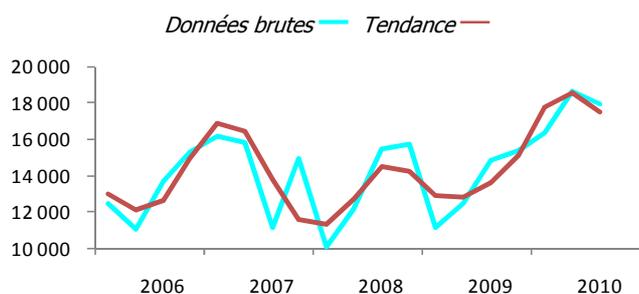
### Importations de lait en poudre (en tonnes)

Données brutes — Tendence —



	2e trim. 2010	3e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 3e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
<b>INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES</b>						
Céréales (en tonnes)	8 248	10 376	+ 25,8%	22 614	26 293	+ 16,3%
Lait en poudre (en tonnes)	395	456	+ 15,6%	1 323	1 245	- 5,9%

### Importations de métaux (en tonnes)



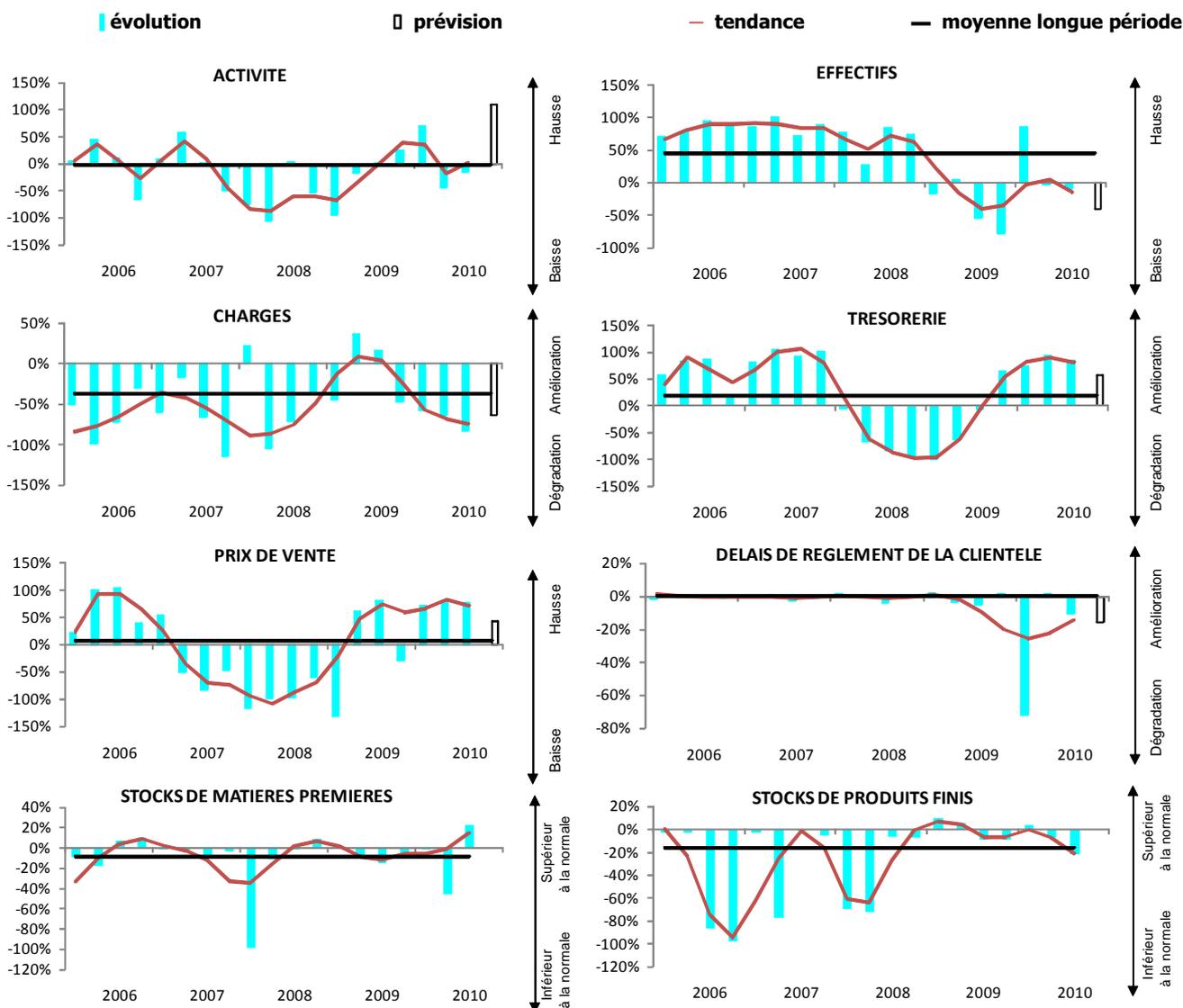
Sources : Service des douanes, ISEE

	2e trim. 2010	3e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 3e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
<b>INDUSTRIES DIVERSES</b>						
Importations de métaux (en millions de F CFP)	3 982	3 687	- 7,4%	7 268	10 558	+ 45,3%

Sources : Service des Douanes, IEOM

### 4-4 Industries minières et métallurgiques

## Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise des « Mines et de la métallurgie » au 30 septembre 2010

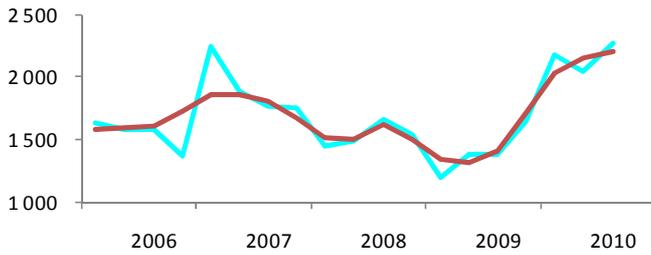


Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

**Production de produits miniers**

(en milliers de tonnes)

Données CVS — Tendances

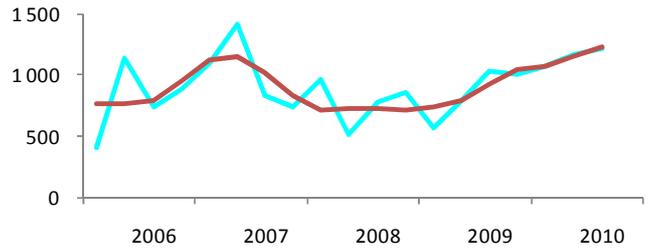


Source : Service des Mines

**Exportations de produits miniers**

(en milliers de tonnes)

Données CVS — Tendances

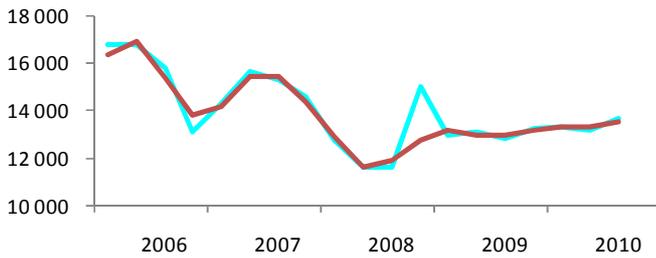


Source : Service des Mines

**Production de produits métallurgiques**

(en tonnes de métal contenu)

Données CVS — Tendances

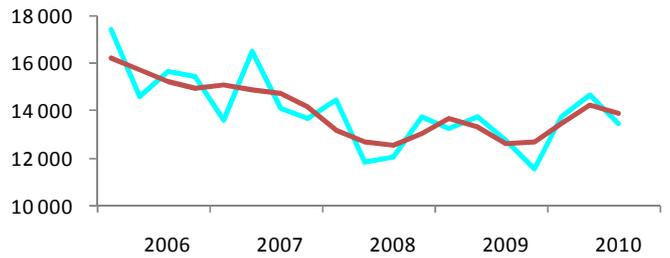


Source : Service des Mines

**Exportations de produits métallurgiques**

(en tonnes de métal contenu)

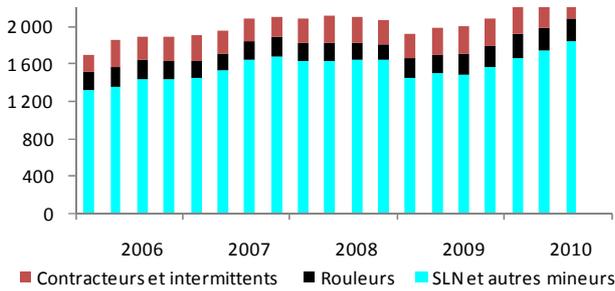
Données CVS — Tendances



Source : Service des Mines

**Emploi sur mines**

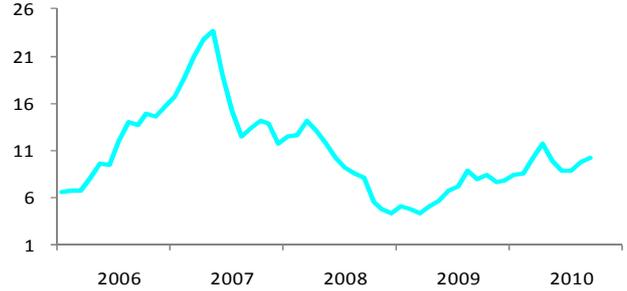
(en nombre)



Source : Service des Mines

**Prix du nickel au LME en moyenne mensuelle**

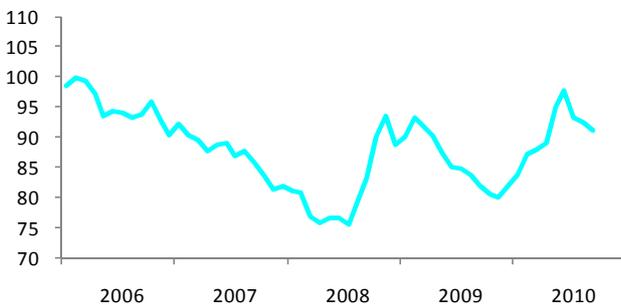
(En USD la livre)



Source : LME

**Cours du dollar US / F CFP**

(moyenne mensuelle)



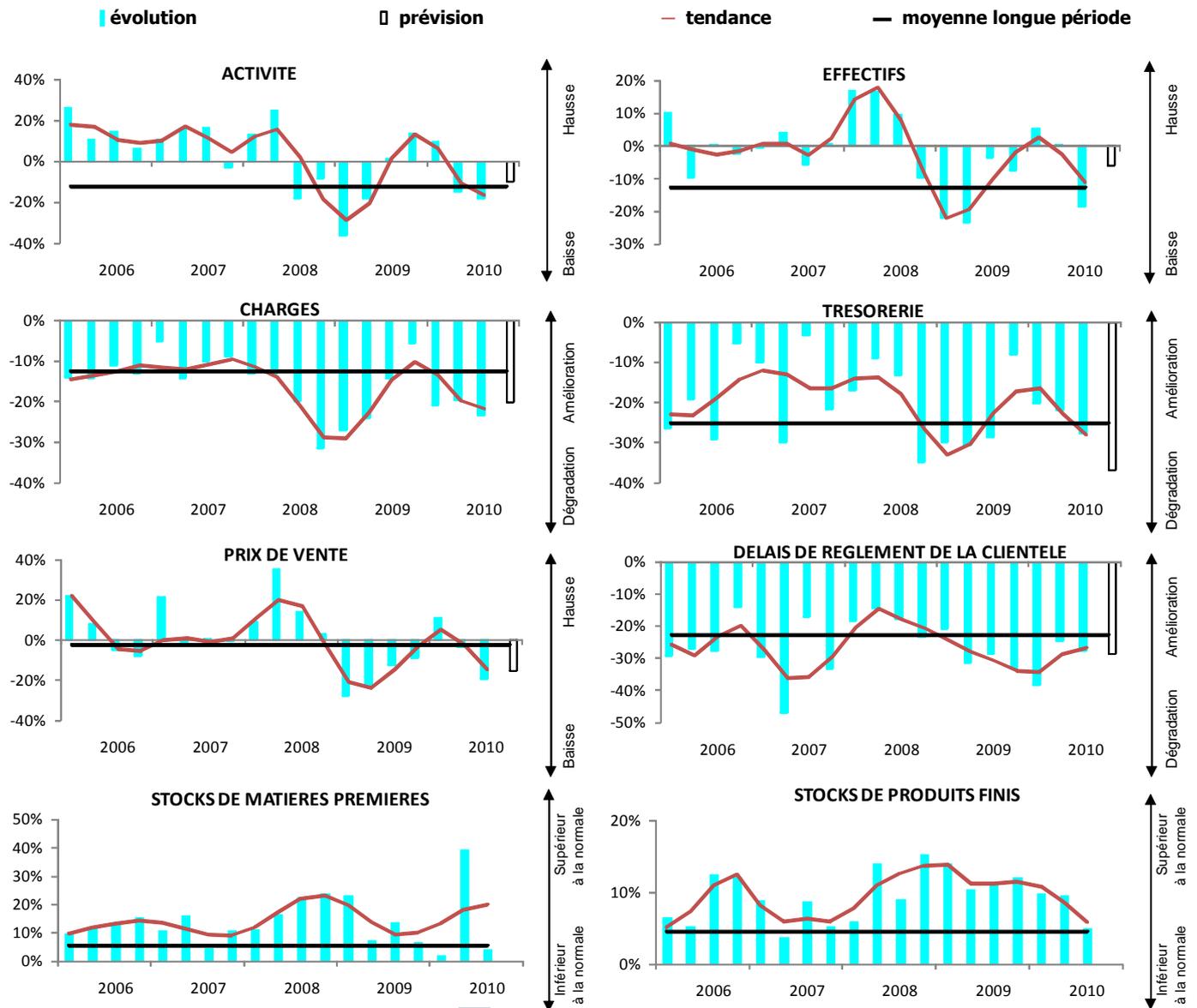
Source : Banque de France

	2e trim. 2010	3e trim. 2010	Variation	Moyenne à la fin du 3e trim. 2009	Moyenne 2010	Variation
<b>Prix du minerai de nickel (Source : LME)</b>						
London Metal Exchange						
Cours moyen en USD la livre au comptant (*)	10,1	9,6	- 5,3%	6,2	9,6	+ 55,1%
Cours du nickel au LME en F CFP/livre (*)	952	886	- 6,9%	539	873	+ 62,2%
	Moyenne 2e trim. 2010	Moyenne 3e trim. 2010	Variation	Moyenne 3e trim. 2009	Moyenne 3e trim. 2010	Variation
Stocks mondiaux de nickel (tonnes)	140 416	118 909	- 15,3%	111 735	118 909	+ 6,4%
	2e trim. 2010	3e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 3e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
<b>MINERAI DE NICKEL (Source : Service des Mines)</b>						
Production : en milliers de tonnes humides (1)	<b>2 024</b>	<b>2 517</b>	<b>+ 24,4%</b>	<b>3 897</b>	<b>6 313</b>	<b>+ 62,0%</b>
Saprolites	1 467	1 776	+ 21,0%	3 082	4 497	+ 45,9%
Latérites	556	741	+ 33,2%	814	1 816	+ 123,0%
Exportations : en milliers de tonnes humides (2)	<b>1 102</b>	<b>1 235</b>	<b>+ 12,1%</b>	<b>2 226</b>	<b>3 151</b>	<b>+ 41,5%</b>
Saprolites	566	617	+ 8,9%	1 323	1 619	+ 22,4%
Latérites	535	619	+ 15,6%	903	1 532	+ 69,6%
Part de la production exportée (2)/(1)	<b>54,4%</b>	<b>49,1%</b>	<b>- 5,4 pts</b>	<b>57,1%</b>	<b>49,9%</b>	<b>- 7,3 pts</b>
Valeur FAB des exportations (en millions de F CFP)	6 858	7 236	+ 5,5%	8 581	18 307	+ 113,3%
Valeur moyenne de la tonne humide exportée en F CFP	6 224	5 857	- 5,9%	3 855	5 810	+ 50,7%
<b>METALLURGIE (Source : Service des Mines)</b>						
Production (en tonnes de nickel contenu)	<b>13 134</b>	<b>13 168</b>	<b>+ 0,3%</b>	<b>38 732</b>	<b>39 952</b>	<b>+ 3,2%</b>
Mattes	2 964	4 281	+ 44,4%	11 094	11 322	+ 2,1%
Ferronickels	10 170	8 887	- 12,6%	27 637	28 630	+ 3,6%
Exportation (en tonnes de nickel contenu)	<b>13 585</b>	<b>13 337</b>	<b>- 1,8%</b>	<b>39 480</b>	<b>41 595</b>	<b>+ 5,4%</b>
Mattes	2 827	4 512	+ 59,6%	11 744	11 746	+ 0,0%
Ferronickels	10 757	8 825	- 18,0%	27 737	29 849	+ 7,6%
Valeur FAB des exportations (en millions de F CFP)	<b>22 790</b>	<b>21 293</b>	<b>- 6,6%</b>	<b>45 131</b>	<b>66 728</b>	<b>+ 47,9%</b>
Mattes	3 879	6 504	+ 67,7%	13 568	16 507	+ 21,7%
Ferronickels	18 911	14 789	- 21,8%	31 563	50 220	+ 59,1%

Sources : Service des Mines, ISEE, IEOM. (\*) moyenne arithmétique du cours moyen mensuel

## 4-5 Bâtiment et travaux publics

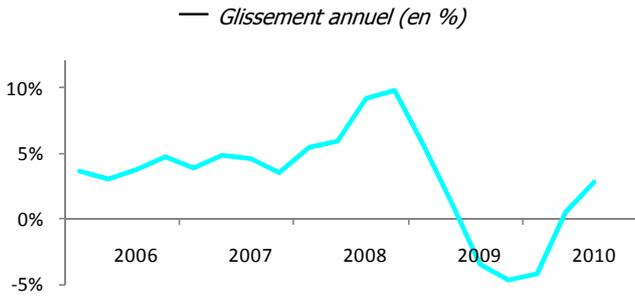
## Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur « Bâtiment et Travaux publics » au 30 septembre 2010



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

	2e trim. 2010	3e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 3e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
<b>MATERIAUX DESTINES AU BTP (Sources : ISEE, Service des Douanes)</b>						
Ventes de ciment (en tonnes)	41 953	42 733	+ 1,9%	104 483	120 997	+ 15,8%
Importations maritimes de matériaux de construction (en tonnes) :						
. Ciment	130	551	322,7%	1 666	763	-54,2%
. Clinker	18 701	31 341	67,6%	70 080	85 412	21,9%
<b>EMPLOI (Source : Agence pour l'emploi)</b>						
	mars-2010	juin-2010	Variation	juin-2009	juin-2010	Variation
Effectifs du BTP (stock en fin de période)	8 916	8 873	- 0,5%	8 569	8 873	+ 3,6%
<b>CONDITIONS DE FINANCEMENT</b>						
Encours global des crédits à la construction (en millions de F CFP)	96 749	99 471	+ 2,8%	79 611	99 471	+ 24,9%

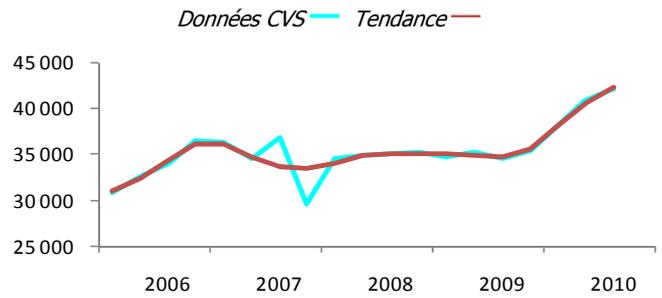
**Index B.T. 21**



Source : ISEE

**Ventes de ciment**

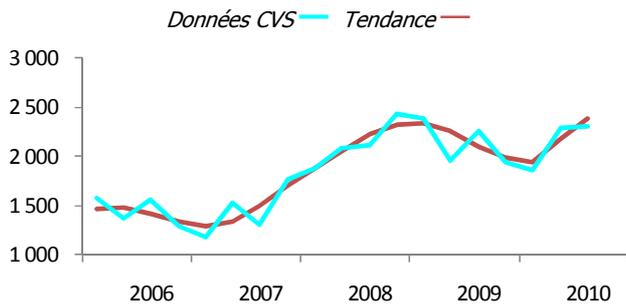
(en tonnes)



Source : Holcim (Nouvelle-Calédonie)

**Importation de plâtre et matériaux en plâtre**

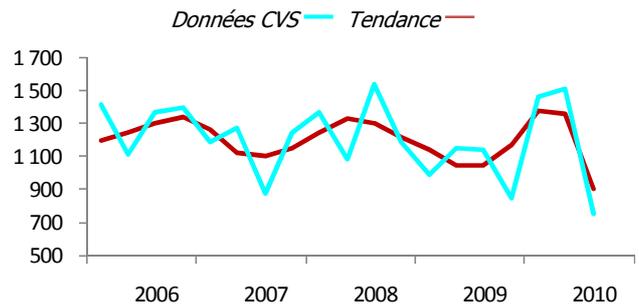
(en tonnes)



Source : ISEE, Douanes

**Importation de tôle pour couverture**

(en tonnes)

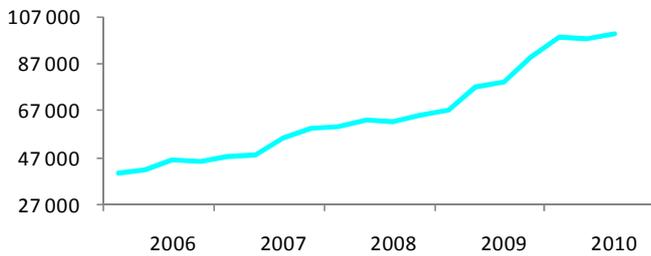


Source : ISEE, Douanes

**Encours bancaires des crédits à la construction des entreprises**

(toutes zones en millions de F CFP)

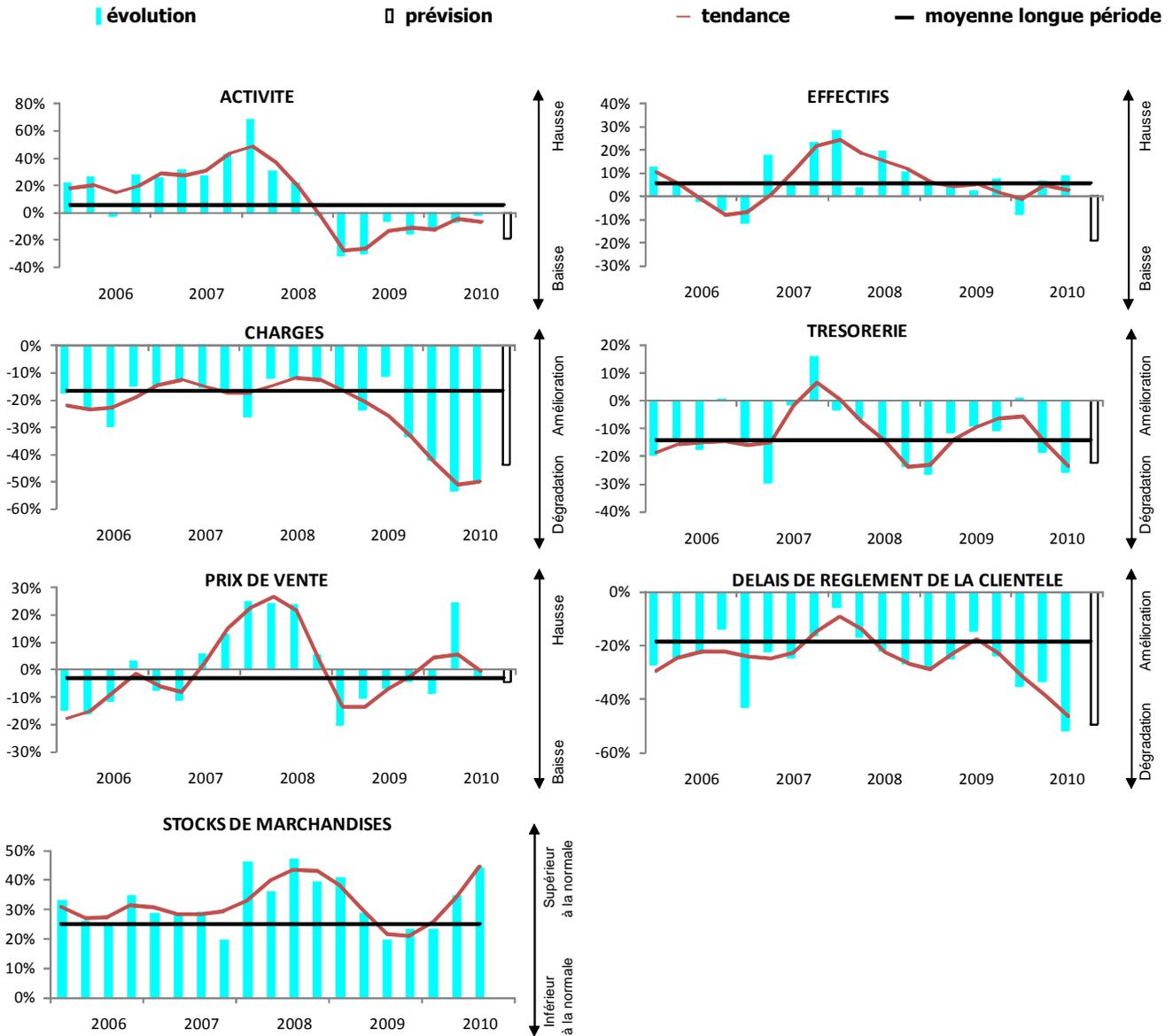
Données brutes



Source : IEOM

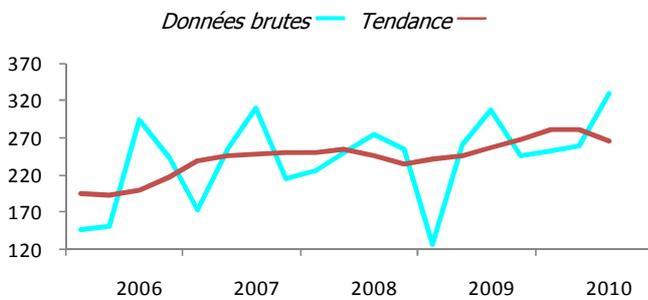
## 4-6 Commerce

### Solides d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur du « Commerce » au 30 septembre 2010



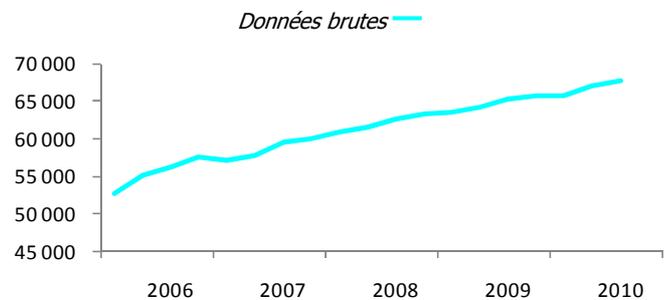
Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

#### Importations de textile (en tonnes)



Sources : Service des Douanes, ISEE

#### Encours bancaires des crédits de trésorerie des ménages (en millions de F CFP)



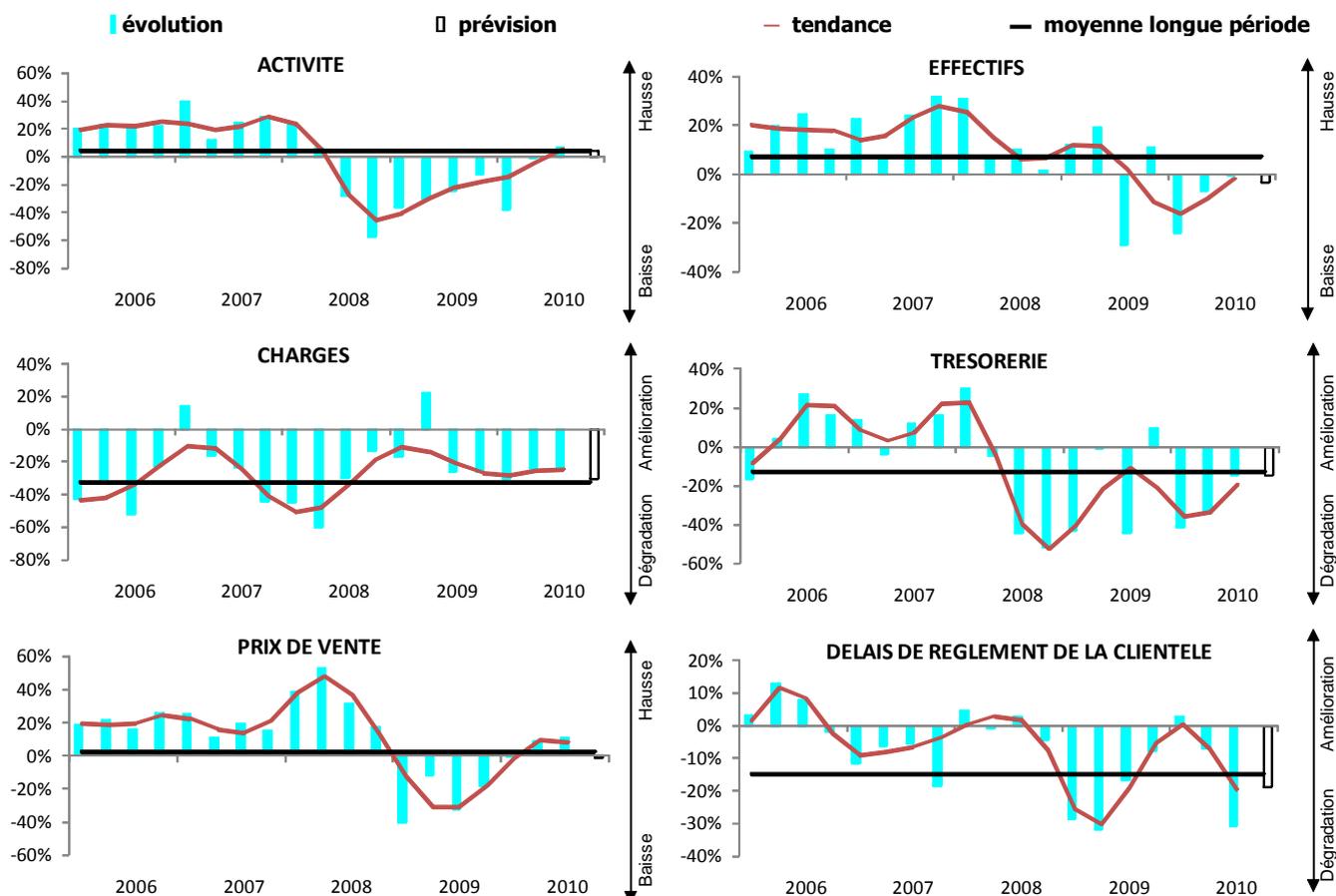
Source : IEOM

	2e trim. 2010	3e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 3e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
<b>COMMERCE</b>						
importations de textiles (en tonnes)	259	329	+ 26,9%	693	841	+ 21,4%

Sources : Service des Douanes, ISEE, IEOM

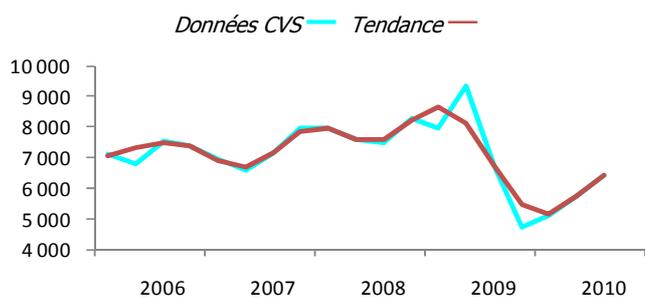
## 4-7 Hôtellerie - Tourisme

### Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur de « l'Hôtellerie et du Tourisme » au 30 septembre 2010



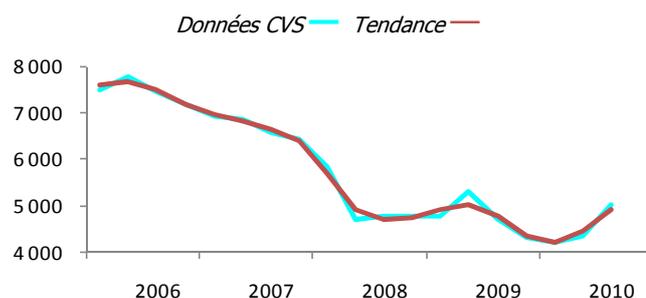
Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

#### Nombre de touristes français



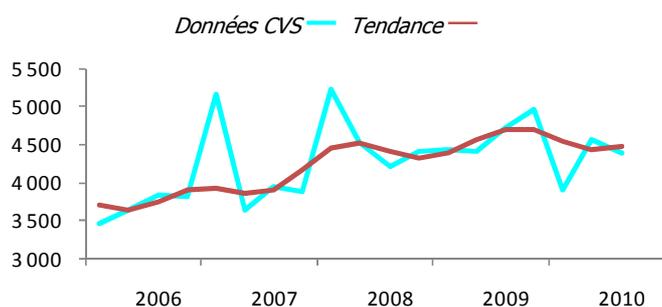
Source : ISEE

#### Nombre de touristes japonais



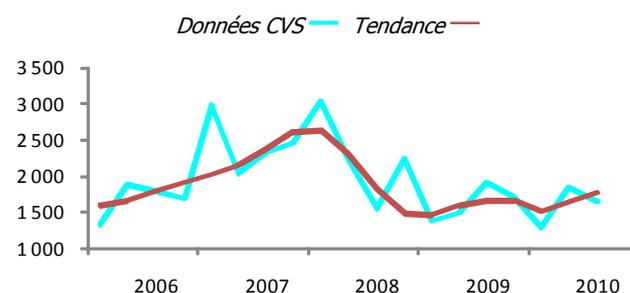
Source : ISEE

#### Nombre de touristes australiens



Source : ISEE

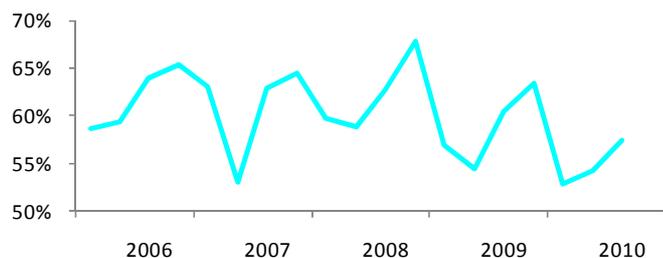
#### Nombre de touristes néo-zélandais



Source : ISEE

**Taux d'occupation des chambres**

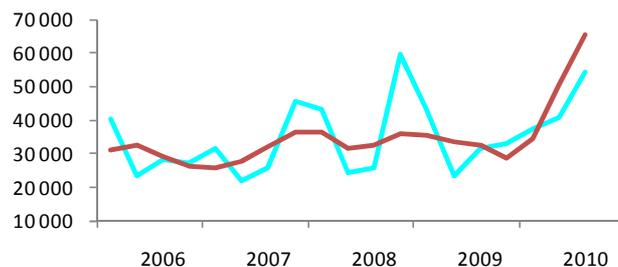
Moyenne trimestrielle - données brutes



Source : ISEE

**Nombre de croisiéristes**

Données brutes — Tendance



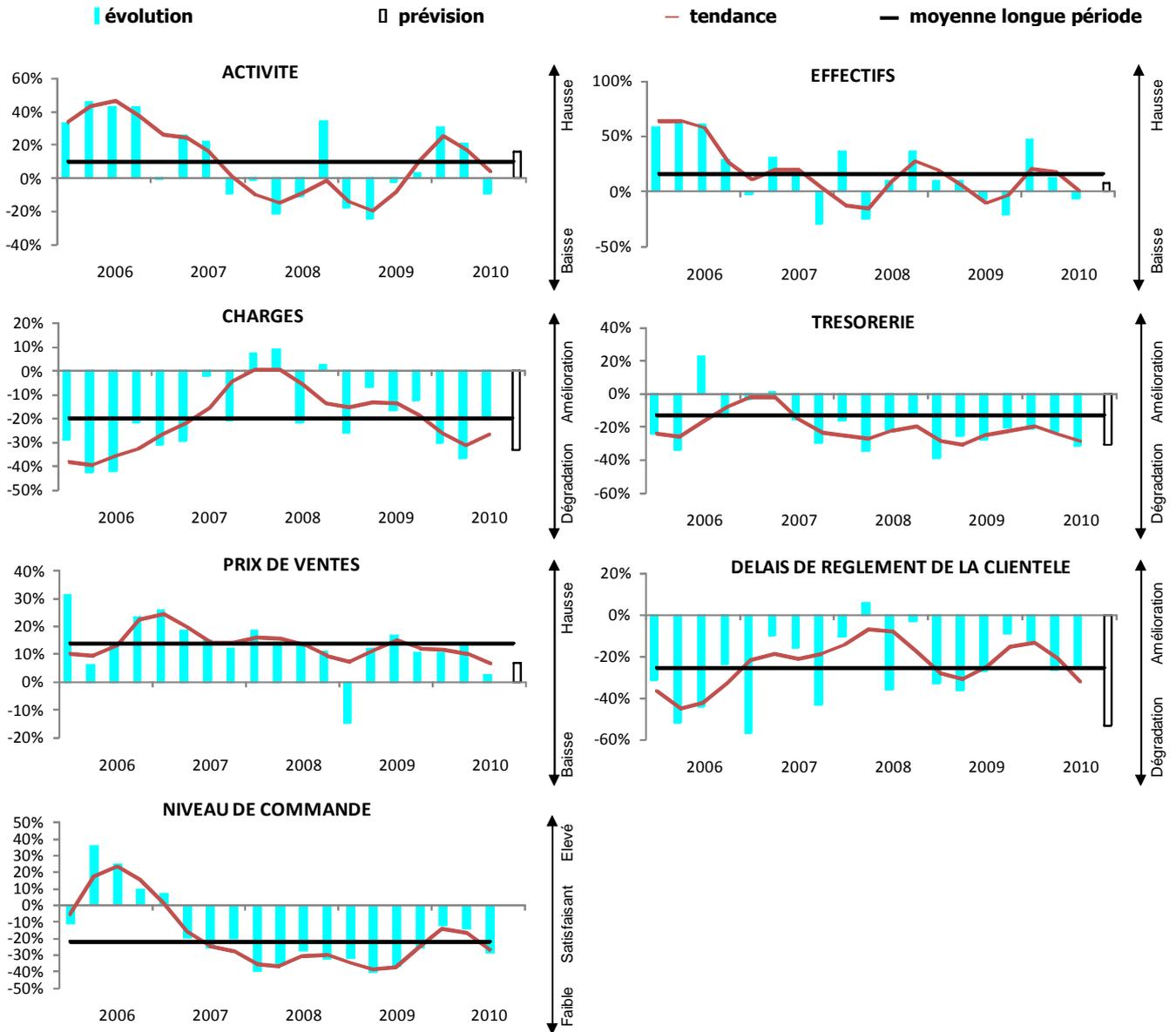
Source : ISEE

	2e trim. 2010	3e trim. 2010	Variation	Cumul à la fin du 3e trim. 2009	Cumul 2010	Variation
<b>TAUX D'OCCUPATION DES CHAMBRES ET NUITÉES (Source : Syndicat des hôteliers)</b>						
Coefficient d'occupation (en %) (moyenne)	54,2%	57,5%	- 3,3 pt	57,2%	54,8%	- 2,4 pts
Nombre de nuitées	125 849	130 082	+ 3,4%	431 905	382 158	-11,5%
<b>DEBARQUEMENT DE TOURISTES (Source : ISEE)</b>						
<b>Tourisme de séjour</b>						
Nombre de touristes	20 833	27 354	+ 31,3%	72 781	67 959	- 6,6%
Touristes français	4 231	6 344	+ 49,9%	20 979	15 329	- 26,9%
Touristes japonais	3 143	5 715	+ 81,8%	14 342	13 418	- 6,4%
Touristes australiens	4 534	4 710	+ 3,9%	13 243	12 580	- 5,0%
Touristes néo-zélandais	1 975	2 221	+ 12,5%	4 914	4 891	- 0,5%
Touristes divers	6 950	8 364	+ 20,3%	19 303	21 741	+ 12,6%
<b>Tourisme de croisière</b>						
Nombre de croisiéristes	40 810	54 192	+ 32,8%	98 091	132 233	+ 34,8%
Nombre d'escales de navires	21	29	+ 38,1%	60	76	+ 26,7%

Source : ISEE, IEOM

## 4-8 Services aux entreprises

### Soldes d'opinions des dirigeants d'entreprise du secteur des « Services aux entreprises » au 30 septembre 2010



Source et réalisation : IEOM (données trimestrielles CVS)

# Note méthodologique

L'évolution de la conjoncture est appréhendée au travers des résultats d'une enquête d'opinion menée auprès d'un échantillon représentatif de dirigeants d'entreprises et des données économiques brutes se rapportant aux différents secteurs d'activité, aux entreprises et aux ménages. Afin de faciliter la compréhension de ce document, il est utile de préciser quelques points.

**Les commentaires ne font que refléter l'opinion des chefs d'entreprises interrogés et ne sauraient engager l'IEOM.**

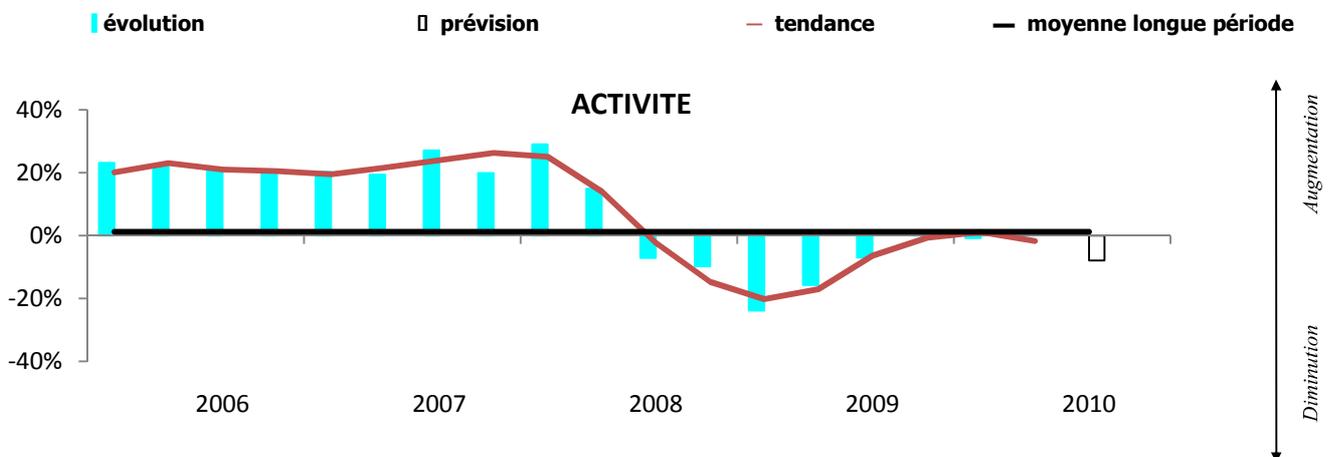
## Interprétation des soldes d'opinion

Les courbes et histogrammes apparaissant dans certains graphiques retracent l'évolution des soldes d'opinion désaisonnalisés. Un solde d'opinion qui se rapporte à l'**activité** ou aux **charges d'exploitation** correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la **trésorerie**, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2008 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

*Les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.*

*Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges et de la trésorerie. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.*

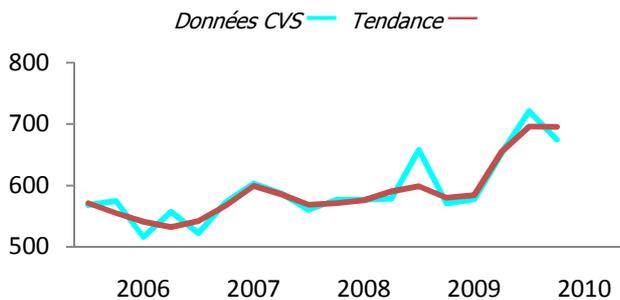


## Compréhension des graphiques des indicateurs économiques

Les indicateurs se rapportant aux secteurs économiques, aux entreprises et à la demande des ménages, ainsi que les principaux indicateurs macro-économiques (prix, emploi, SMG...), figurent sous forme de graphiques pour les cinq dernières années selon des fréquences mensuelles ou trimestrielles.

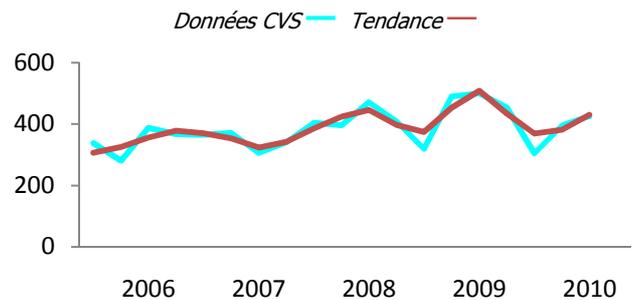
L'analyse des données révèle une saisonnalité, qui fait l'objet d'un traitement. On dit qu'elles sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Les données représentées, peuvent être brutes, CVS ou encore représentées sous forme de tendance afin d'obtenir un lissage dans le cas d'évolutions trop heurtées.

### Abattages de viande bovine (en tonnes)



Source : OCEF

### Importations de viande bovine (en tonnes)



Source : Service des Douanes

## Indicateur synthétique du climat des affaires (ICA)

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM et l'IEOM ont élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture de l'industrie en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composante principale, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture.

L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.





Directeur de la publication : Y. BARROUX  
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND  
Editeur et imprimeur : IEOM  
Achevé d'imprimer le 9 décembre 2010  
Dépôt légal : décembre 2010 n° ISSN 0296-3108

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**

AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE  
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex  
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553  
e-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Site internet : <http://www.ieom.fr>

## *Coordonnées du siège*



### **IEOM**

164, rue de Rivoli  
75001 PARIS  
Tél : (33) 1 53 44 41 41  
Fax : (33) 1 43 47 51 34  
E-mail : [contact@ieom.fr](mailto:contact@ieom.fr)



## *Coordonnées des agences*



### **Agence de la Nouvelle-Calédonie**

19, rue de la République  
BP 1758  
98845 Nouméa Cedex

E-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Tél. : (687) 27.58.22  
Fax : (687) 27.65.53



### **Agence de la Polynésie française**

21, rue du Docteur Cassiau  
BP 583  
98713 Papeete RP

E-mail : [direction@ieom.pf](mailto:direction@ieom.pf)  
Tél. : (689) 50.65.00  
Fax : (689) 50.65.03



### **Agence de Wallis-et-Futuna**

BP G-5 - Mata'Utu  
98600 Uvea  
Wallis-et-Futuna

E-mail : [agence@ieom.wf](mailto:agence@ieom.wf)  
Tél. : (681) 72.25.05  
Fax : (681) 72.20.03